MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Deuxième séance – Mardi 5 juin 2001, à 20 h 30

Présidence de M. Pierre Losio, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger*, vice-président, *M. Alain Vaisade*, conseiller administratif, *M^{mes} Sophie Christen*, *Renate Cornu*, *M. Sacha Ding*, *M^{me} Fatiha Eberle*, *MM. Jean-Marie Hainaut*, *André Kaplun*, *Guy Mettan*, *Jean-Pierre Oberholzer*, *M^{mes} Evelyne Strubin*, *Arielle Wagenknecht* et *M. Christian Zaugg*.

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare*, maire, *MM. Christian Ferrazino* et *Pierre Muller*; conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 23 mai 2001, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 5 juin et mercredi 6 juin 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Nous souhaitons transmettre une communication au Conseil municipal concernant l'état d'avancement du dossier de Saint-Jean, qui évolue rapidement ces derniers temps. La proposition PR-113 du Conseil administratif a été traitée par la commission de l'aménagement et de l'environnement et a fait l'objet d'un rapport de M^{me} Künzler, qui est agendé dans notre ordre du jour et qui porte le numéro PR-113 A.

Comme des éléments nouveaux sont intervenus postérieurement au dépôt de ce rapport, nous nous devons de vous transmettre les informations suivantes. Tout d'abord, et suite aux discussions qui ont eu lieu au sein de votre commission, les négociations se sont poursuivies tant avec les habitants de Saint-Jean, dans le cadre du forum qui se tient régulièrement dans ce quartier, qu'avec les représentants des propriétaires des différents terrains concernés. Je m'empresse de souligner que ces propriétaires sont nombreux; il y a plusieurs parcelles et nous avons dû les contacter les uns après les autres, même si un des propriétaire est plus concerné que les autres puisqu'il détient davantage de parcelles.

Nous avons donc affiné la proposition de plan localisé de quartier qui était soumise à votre commission. Nous avons retenu – vous vous en souvenez – comme ligne directrice la volonté qui avait été manifestée par les habitants de remplacer la longue barre d'immeubles qui devait être érigée le long de la rue de Saint-Jean par deux immeubles plus petits, perpendiculaires à la rue de Saint-Jean dans le prolongement du bâti existant de l'autre côté de cette rue.

Nous avons élargi les trottoirs de 3 m pour avoir tout le long de la rue de Saint-Jean des trottoirs d'une largeur totale de 5 m. Nous avons prévu également une arborisation tout le long de cette rue. Nous avons prévu des transversalités, puisque c'était une demande, en l'occurrence bien légitime, de la part des habitants de pouvoir accéder depuis la rue de Saint-Jean sur la couverture des voies CFF nouvellement réalisée. Nous avons tenu compte de la volonté de créer des espaces publics ouverts aux différents habitants du quartier et, tout récemment, dans le cadre d'une discussion que nous avons pu avoir avec le représentant des promoteurs qui détiennent la plupart des parcelles considérées, nous nous sommes mis d'accord sur une acquisition en faveur de la Ville de Genève de la parcelle où se trouve érigée la villa dite «Le Magnolia»; vous serez d'ailleurs saisis ultérieurement d'un crédit d'acquisition pour cette parcelle, le promoteur s'étant engagé à démolir cette villa vétuste afin d'offrir un parc public pour les habitants. C'est donc un élément nouveau déterminant qui nous a permis, à l'occasion du dernier forum de Saint-Jean, auquel les habitants ont largement participé, de trouver un consensus sur le plan d'aménagement qui vous sera présenté. (*M. Froidevaux discute.*) J'espère ne pas trop vous déranger dans votre discussion, Monsieur Froidevaux, sinon dites-le-moi.

Je tiens d'ailleurs à rendre hommage à mes services qui ont travaillé d'arrache-pied sur ce dossier pour être prêts le jour «J». J'en ai parlé maintenant à M^{me} Rys, présidente de la commission de l'aménagement et de l'environnement, afin que ce plan puisse être présenté à votre commission, si possible durant la pause de demain si M^{me} Rys est d'accord de convoquer les commissaires à cette occasion, car nous n'allons pas le faire en séance plénière. Nous pourrions le faire dans le cadre d'une séance de commission qui pourra se dérouler en l'espace d'un quart d'heure, ce qui nous permettra de voter rapidement la résolution amendée par la commission de la proposition PR-113 A, pour permettre au Canton d'ouvrir l'enquête publique d'ici à la fin du mois d'août, afin que nous tenions le calendrier que nous nous sommes engagés à respecter vis-à-vis des différents intervenants.

M. Moutinot du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement m'a déjà donné son accord et, si le Conseil municipal vote la résolution, cette enquête publique sera ouverte au plus tard à la fin du mois d'août. Je dois dire que nous pouvons tous nous féliciter, car, à ma connaissance, c'est la première fois que nous arriverons à proposer dans un large consensus, puisque l'ensemble des propriétaires et les habitants se sont déclarés d'accord, que le Conseil municipal, par le biais de la commission de l'aménagement et de l'environnement, ainsi que l'Etat et le Conseil administratif sont aussi d'accord, une nouvelle image de plan d'aménagement qui remplace une image pas si ancienne que cela, puisqu'elle a été adoptée en août 1997 – je vous le rappelle.

Voilà l'information que nous souhaitions vous donner, en vous demandant de bien vouloir agender encore demain une séance de la commission de l'aménagement et de l'environnement. Je pense que c'est M^{me} Rys qui prendra tout à l'heure la parole pour le préciser et faire en sorte que nous traitions demain le rapport PR-113 A qui figure à l'ordre du jour de cette première session de juin, afin que le Conseil municipal puisse voter la résolution de la proposition PR-113 et permettre ainsi au Canton d'ouvrir son enquête publique dès la rentrée. Je vous remercie.

M. Manuel Tornare, maire. Je prends la parole pour vous transmettre la réponse à une question posée par M. André Kaplun – je crois qu'il n'est pas là – lors de la séance du Conseil municipal du 16 mai 2001, à 20 h 30.

M. Kaplun me parlait de la rue du 31-Décembre, car des peupliers avaient été abattus aux numéros 6 et 8 de celle-ci. M. Kaplun me demandait si la Ville allait remplacer ces peupliers. Nous avons fait une enquête; il s'agit de travaux exécutés par une entreprise privée sur le domaine public, aux numéros 6 et 8 de la rue du 31-Décembre, avec plantation de petits arbres dans des bacs sur cette surface

hors du domaine public. Je peux regretter que, lorsque le privé plante des arbres, il plante des bonsaïs, contrairement à ce que fait la Ville de Genève, comme vous le savez.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Le bureau a quelques communications à vous faire. Tout d'abord, il vous prie de bien vouloir excuser l'absence du conseiller administratif Alain Vaissade. Ensuite, M^{me} Alexandra Rys, présidente de la commission de l'aménagement et de l'environnement, informe les membres de cette commission qu'ils sont convoqués mercredi 6 juin, donc demain, à 19 h à la salle Nicolas-Bogueret.

Le bureau a également reçu une motion d'ordre de MM. Gérard Deshusses et Damien Sidler, qui demande au Conseil municipal que la motion M-188 qui figure à un point avancé de notre ordre du jour soit traitée le 6 juin 2001. Je donne la parole à M. Sidler.

M. Damien Sidler (Ve). Il s'agit de la motion M-188 intitulée: «Toilettes pour tous», qui figure dans notre ordre du jour. Nous aimerions que cette motion soit traitée demain, parce qu'elle concerne les toilettes publiques que nous demandons d'installer sur les quais cet été. Par conséquent, à besoins urgents, motion urgente. Merci.

Mise aux voix, la motion d'ordre est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

3. Clause d'urgence sur la résolution de M. Jean-Pierre Lyon, M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Evelyne Strubin, Eustacia Cortorreal, MM. René Grand et Souhail Mouhanna: «La Ville de Genève pour la solidarité» (R-37)¹.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Comme le veut notre règlement, je prends la parole pour discuter de l'urgence. Depuis une dizaine de jours, la population

¹ Annoncée, 7.

genevoise a été informée de l'affaire du vendeur de journaux paraplégique dont il est question dans la résolution R-37 par une émission de télévision et par des articles parus dans la *Tribune de Genève*, qui a même lancé un appel de solidarité.

Je pense qu'il est nécessaire que le Conseil municipal se prononce au niveau de la solidarité et que le Conseil administratif soit mandaté. Nous demandons l'urgence, car, si la résolution R-37 n'est pas votée aujourd'hui ou demain, cela reportera le traitement du problème jusqu'au mois de septembre, et je sais que, au niveau de la Ville de Genève, une approche a déjà été faite. Si la résolution est acceptée, cela montrera que le Conseil municipal a fait preuve d'un élan de solidarité qui ne coûtera pas des millions et qui pourra se réaliser très facilement. Je remercie le Secrétariat du Conseil municipal d'avoir donné à l'ensemble des membres de ce Conseil l'article paru dans les journaux, qui a mentionné tous les détails sur cette histoire.

Vous me permettez, Monsieur le président, de remercier également le nouveau maire de la Ville de Genève, M. Manuel Tornare, pour son discours lors de la séance précédente. Il nous a parlé des problèmes sociaux touchant le monde entier; ici, le problème de cette personne est un problème qui touche la ville de Genève, cela s'est passé en plein cœur de la gare Cornavin. C'est vraiment du ressort du Conseil municipal.

Je dirai encore qu'un assistant social, qui travaille sur le terrain, c'est-à-dire à l'extérieur, dans les préaux, les maisons de quartier, la rue, est en contact avec cette personne handicapée qui a été maltraitée; il connaît très bien le dossier et je peux vous dire que M. Tornare aura tous les éléments nécessaires pour régler cette affaire.

D'avance, je vous remercie, Mesdames et Messieurs, d'accepter l'urgence de cette résolution. Ce serait quelque chose de formidable pour la Ville de Genève que d'en réaliser l'objectif.

M. Didier Bonny (DC). En ce qui concerne le groupe démocrate-chrétien, nous ne voterons pas la clause d'urgence sur cet objet. Nous sommes bien informés sur le cas tragique qui est arrivé à la gare Cornavin, mais l'invite, que je lis pour les personnes qui n'auraient pas la résolution sous les yeux: «Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à apporter son aide et à trouver une solution de solidarité de la Ville de Genève pour les cas du genre de celui de ce jeune paraplégique qui a été agressé et volé derrière la gare» – il semblerait, tout d'abord, que cette personne soit tétraplégique et pas paraplégique, mais cela ne change rien, c'est même encore bien plus triste – demande de trouver, d'une manière beaucoup plus générale, une solution pour les cas semblables, pas seulement pour cette personne.

Il est intéressant de soulever cette question, mais soulevons-là à la commission sociale et de la jeunesse et, à ce moment-là, l'urgence ne se justifie pas. De plus, M. Tornare a les moyens d'agir par rapport au cas précis avec l'argent que nous lui avons voté dans le budget; de mémoire, je dirai qu'il s'agit sauf erreur d'un montant de 200 000 francs pour les secours d'urgence. Je ne sais pas s'il existe un règlement ou autre, mais je crois qu'il peut prendre l'argent dans cette ligne budgétaire.

Je pense donc qu'il n'y a pas vraiment d'urgence en la matière et que ce point pourra être traité lors d'une prochaine séance, selon notre ordre du jour. Maintenant, peut-être que M. Tornare pourra déjà apporter des réponses à ce problème.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste va accepter l'urgence pour la bonne et simple raison qu'il s'agit d'un cas particulier, mais c'est un cas particulier qui, comme d'autres, nous inquiète. Je songe à l'histoire qui s'est passée à Meyrin dernièrement, à propos de ce bébé qui a été laissé seul, et je crois que la population s'inquiète aussi.

L'urgence est nécessaire dans la mesure où cette inquiétude doit trouver une réponse rapide et, en renvoyant la résolution R-37 à la commission sociale et de la jeunesse tout à l'heure, nous ferons la meilleure chose possible.

M. Guy Jousson (AdG/TP). Je prends la parole pour dire que notre groupe soutiendra aussi l'urgence.

M. Damien Sidler (Ve). Les Verts sont sensibles au cas de détresse de ce jeune tétraplégique et nous voterons la clause d'urgence pour que la Ville puisse mettre rapidement sur pied un fonds de solidarité, en passant peut-être par la commission sociale et de la jeunesse. Mais, pour régler le cas présent, nous pensons que la motion urgente ne suffira pas et qu'un geste du Conseil administratif devra rapidement être demandé.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la résolution est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

4. **Résolution de M. Jean-Pierre Lyon, M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Evelyne Strubin, Eustacia Cortorreal, MM. René Grand et Souhail Mouhanna: «La Ville de Genève pour la solidarité» (R-37)¹.**

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant:

- que la Télévision suisse romande, lors de l'émission «Mise au point» du 27 mai 2001, a soulevé le cas d'un jeune paraplégique qui a été attaqué et volé;
- que la *Tribune de Genève*, dans un article du 28 mai 2001, a également évoqué ce cas sous le titre: «Élan de générosité pour Eric, le vendeur de journaux paraplégique: après son agression, un fonds de soutien est mis sur pied»;
- que ce drame ne doit pas être le seul dans notre ville;
- que le Service social de la Ville de Genève peut trouver des solutions pour aider cet habitant,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à apporter son aide et à trouver une solution de solidarité de la Ville de Genève pour les cas du genre de celui de ce jeune paraplégique qui a été agressé et volé derrière la gare.

Préconsultation

M. Manuel Tornare, maire. Pour répondre à la résolution urgente R-37, j'aimerais dire ceci. L'acte accompli par des individus contre un tétraplégique est un acte indigne et les personnes qui l'ont accompli ne sont pas dignes d'être appelées des êtres humains. Ce soir, je pense que l'unanimité du Conseil municipal et du Conseil administratif va dans ce sens.

Ce que je puis vous dire, Monsieur Lyon, et je vous remercie de votre élan de générosité ainsi que ceux qui ont signé cette résolution, c'est que mon département a pris contact, dès le lendemain de la parution de cet article, avec la personne attaquée. Avec le directeur de mon département et M^{me} Pürro, nous allons le rencontrer pour prendre des mesures, peut-être aussi en accord avec M. Pierre Muller, responsable de la Gérance immobilière municipale, puisqu'il faudra peut-être trouver un appartement ou un lieu pour cette personne, si elle le désire, car il faut l'entendre avant, il ne faut pas prendre de décisions à sa place, évidemment.

J'aimerais dire aussi que cet acte scandaleux, répréhensible ne doit pas faire ignorer d'autres actes qui sont malheureusement accomplis chaque jour dans

¹ Urgence acceptée, 32.

cette ville contre des individus qui sont parfois, mais pas forcément, des handicapés, qui sont victimes d'ostracisme ou de racisme et dont nous parlons peut-être moins dans les journaux que de ce cas précis. Comme je l'ai dit dans mon discours lors de la séance précédente, on doit s'occuper de la pauvreté, de l'exclusion dans les pays en voie de développement, dans le Nord et dans le Sud. Mais, en priorité, on doit aussi s'occuper de la pauvreté, de l'ostracisme, du racisme et de la xénophobie en ville de Genève. Le fait d'éliminer une certaine catégorie de la population, qui sont parfois des Suisses bien de chez nous, cela existe ici, malheureusement, dans nos murs, et le Conseil administratif, avec votre appui, continuera à lutter contre tous ces élans négatifs.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Pardonnez-moi, Monsieur le maire, de prendre la parole après vous; j'ai eu quelque peine à lever la main avant vous, excusez-moi.

Le groupe libéral est évidemment sensible au problème évoqué à l'égard d'un acte qui est inqualifiable, comme l'a dit M. le maire. Je comprends pleinement les termes de la résolution R-37 et le groupe libéral aussi. Cependant, j'aimerais vous dire que la situation de cette personne, qu'on appelle Eric dans la presse, mais peu importe son nom, n'est pas une situation extraordinaire et je saurai rendre grâce à l'Alternative, d'une manière générale, mais à l'Alternative fédérale en particulier, dans la mesure où le droit fédéral règle ce problème. Le parlement a voté le 4 octobre 1991 une loi qui s'appelle «la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infraction», qui est abrégée traditionnellement sous la forme de «LAVI», qui a précisément pour objet de répondre à ce type de demande. Je vous lis l'article 2 de cette loi: «Bénéficie de la LAVI toute personne qui aurait été victime en Suisse d'une infraction.» A cet égard, le statut administratif de la victime, qui est ici un élément essentiel, n'a pas d'importance; que celle-ci soit suisse, qu'elle soit de passage, qu'elle soit autorisée à séjourner ou qu'elle soit en Suisse illégalement n'a strictement aucun effet sur le droit d'obtenir une prestation auprès de la LAVI.

En ce qui concerne la procédure, il appartenait à la police genevoise, c'est un devoir impératif – peut-être l'a-t-elle fait, peut-être ne l'a-t-elle pas fait, je n'en sais rien – au moment où elle a recueilli la preuve, d'informer la victime de l'infraction de son droit d'obtenir une aide au titre de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infraction, cela indépendamment de tout statut particulier, je le répète. Il s'agit également de préciser que cette aide, selon l'article 3 de cette loi, est gratuite et qu'elle est immédiate, c'est-à-dire qu'il n'y a pas lieu pour la police de procéder à une longue enquête, il y a lieu de transmettre immédiatement le dossier aux structures cantonales responsables en matière d'application de la LAVI.

Cela dit, il est certain qu'un organe administratif, *a priori*, ne va faire que pallier une décision judiciaire qui va déterminer des montants de dommages

et intérêts. En l'espèce, parce que c'est une loi bien faite, elle a prévu à l'article 15, sauf erreur, que la personne victime d'une infraction a droit à une provision sur le montant qui lui est dû selon la LAVI. Concernant le montant en question, il est calculé sur la base de l'aide complémentaire AVS et il est multiplié par quatre de telle manière à déterminer son plafond. En ce qui concerne la situation de la victime, telle qu'elle est décrite et telle que nous croyons un peu tous la connaître, il ne fait pas de doute que ce montant n'est pas dépassé et que, en conséquence, il n'existe guère de problèmes en ce qui concerne cette provision.

Ces remarques pour vous dire qu'il ne faut pas créer une institution parallèle aux institutions fédérales relayées par le Canton, qui ont précisément pour vocation de remettre la victime d'une infraction dans la situation financière qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été victime de cette infraction, voire même de permettre la réparation du tort moral. Si je vous dis qu'il ne faut pas créer une institution parallèle, c'est parce que, malheureusement, l'article premier de l'ordonnance fédérale d'application dit que la prestation de la LAVI est subsidiaire à toutes les autres aides, selon un principe bien connu, c'est-à-dire que si nous, Ville de Genève, créons un fonds d'indemnisation à ce titre, que va-t-il se passer? Nous, Ville de Genève, payons à la place du Canton, plus précisément de la Confédération, parce que la Confédération rembourse le Canton. Alors nous, Ville de Genève, payons à la place de la Confédération une prestation et au terme de notre paiement il y a tout lieu de penser que la situation de la victime d'une infraction serait moins bonne que celle qui serait la sienne si le cas avait été traité entièrement par la LAVI. Je vous donne un exemple typique. Nous indemnisons ce prénommé Eric du montant de son préjudice; conséquence: l'avocat du prénommé Eric n'est pas payé par la LAVI; peut-être qu'il sera payé par l'assistance juridique, mais, de nouveau, c'est le Canton qui le paiera au lieu que ce soit la Confédération.

Comprenez effectivement que les mécanismes ont été mis en place par le droit fédéral, que ces mécanismes sont dans l'ensemble satisfaisants et qu'il n'y a pas lieu de considérer que l'aide municipale que nous pourrions attribuer dans ce cas particulier amènerait une amélioration de la situation de la victime désignée par cette résolution. Au contraire, ce qu'il y a lieu de faire, au besoin – et je me tourne vers M. le maire – c'est d'adresser cette personne, si d'aventure celui-ci avait été retenu de le faire ou si d'aventure encore il n'avait pas été informé, à l'Hospice général, au responsable du secteur concerné ici, le greffier se trouve être M. de Montmollin, qui se trouve au N° 12 du cours de Rive, lequel a pour vocation de recevoir les dossiers et, si nécessaire, d'intervenir auprès de la présidente de la commission d'indemnisation qui se trouve, elle, être aussi bien genevoise, puisque c'est M^{me} Gisèle Gampert-Péquino. Ce sont les personnes qui sont responsables de ce dossier.

Faisons-leur confiance et, de grâce, n'ajoutons pas un échelon municipal, d'aucuns diraient un doublon, par rapport à quelque chose qui est supposé fonctionner; si nous constatons un dysfonctionnement dans le cas qui nous occupe, alors faisons une autre résolution de telle manière que les dysfonctionnements pouvant exister soient identifiés et soient, à l'avenir, corrigés. Mais pensez au principe de subsidiarité qui s'applique dans ce cas, l'aide que nous verserions ne pourrait que, au pis, porter préjudice à l'intérêt de la victime que cette résolution entend pourtant protéger.

M. Didier Bonny (DC). Je reviens sur ce qu'a dit M. le maire tout à l'heure, car c'est bien ce que nous pensions, la Ville de Genève a déjà les moyens d'agir lorsqu'il y a des problèmes de ce genre avec les lignes budgétaires que le Conseil municipal vote au mois de décembre. Finalement, je trouve dommage qu'on doive passer par une résolution de ce genre, alors qu'il suffirait de s'adresser au magistrat pour le cas qui nous occupe; je pense qu'on peut lui faire confiance; s'il peut faire quelque chose en fonction des moyens mis à sa disposition, il le fera. Il n'y a donc pas besoin de passer devant le Conseil municipal pour traiter ce cas et d'en faire un débat à n'en plus finir.

M. Froidevaux a dit qu'il existe quelque chose au plan fédéral. En ce qui me concerne, je ne vois pas de mal à ce que la municipalité amène un petit coup de pouce en fonction de ses moyens, mais nous pouvons faire confiance à notre magistrat – il nous l'a déjà démontré – pour résoudre ce problème et il n'est pas nécessaire d'en discuter dans cette enceinte.

M. Gérard Deshusses (S). M. Froidevaux a parlé avec la voix de la raison. Nous, nous parlerons avec la voix du cœur, tout d'abord, pour remercier M. Tornare de son intervention et de son écoute, encore une fois envers les gens les plus défavorisés, et pour considérer que cette résolution est une forme d'appui à l'attitude, à la politique qu'il a marquée dans ce cas d'espèce et pour le conforter dans les positions qu'il a prises.

En cela, nous pensons que la LAVI est forte et bonne, mais c'est encore quelque chose de fédéral qui a ses propres lenteurs et l'acte odieux qui vient d'être commis mérite une réponse immédiate, affective et chaleureuse auprès de quelqu'un qui a été passablement molesté. C'est la raison pour laquelle nous entendons demander à notre magistrat de faire le nécessaire au plus vite pour que cette personne reçoive le réconfort dont elle a besoin.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Bien que M. Froidevaux ait donné un certain nombre d'éléments, que je ne conteste absolument pas, je voudrais dire

qu'il s'agit bien d'une résolution et non pas d'une motion comme il l'a dit tout à l'heure. (*Corrigé au Mémorial.*) D'autre part, il ne s'agit nullement d'un acte de défiance à l'égard de notre nouveau maire – que je félicite en passant – mais simplement une expression d'un soutien que nous lui apporterons dans les actions qu'il entreprendra en faveur, justement, de la victime d'une agression odieuse.

Il s'agit également de l'expression de notre indignation, en tant que Conseil municipal, par rapport à l'agression dont cette personne a été victime. C'est plutôt une volonté de notre part d'encourager notre maire, parce que je sais que M. Tornare est extrêmement sensible au soutien du Conseil municipal; manifestons-lui alors ce soutien dans l'action qu'il entreprendra en faveur de cette victime.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). J'ai été surpris ce soir de voir certaines réactions suite à cette résolution, l'invite de celle-ci étant un vœu et apportant un soutien au Conseil administratif. Les paroles de M. Tornare nous ont fait comprendre qu'il était sensible à cette affaire et qu'il la suivait. Lorsque j'entends dire que cela ne sert à rien de voter la résolution, je me demande si elle apparaît sur les écrans des ordinateurs de la même façon pour tout le monde, car l'invite dit ceci: «Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à apporter son aide et à trouver une solution de solidarité de la Ville de Genève pour les cas du genre de celui de ce jeune paraplégique qui a été agressé et volé derrière la gare.»

Je connais très bien M. Froidevaux – je participe avec lui depuis de nombreuses années aux séances de la commission des finances et de la commission de l'aménagement et de l'environnement – je connais sa sensibilité sur les lois, mais ce qu'il n'a pas dit, c'est qu'une loi n'est bien souvent applicable que quand on connaît l'agresseur et, en l'occurrence, personne ne sait comment est ce dernier. Cette personne a agressé le jeune tétraplégique sur sa chaise roulante et il a profité de sa supériorité physique.

La personne qui s'occupe de ce jeune tétraplégique, qui travaille dans le département de M. Tornare, a été se renseigner à l'Hospice général ainsi qu'à différents endroits et elle ne peut rien faire au niveau juridique, parce qu'il n'y a pas eu de jugement et qu'il faut trouver le coupable.

Maintenant – Monsieur le président, vous me permettrez de m'adresser directement à M. Bonny – Monsieur Bonny, je vous connais comme étant une personne humaine, mais, ce soir, vous avez dû changer de parti et le mot «chrétien» doit y être barré; bien souvent, vous avez fait des motions ou des résolutions sur un problème social et je vous ai toujours apporté mon soutien. Ce soir, Monsieur le président, j'avertis M. Bonny que, lorsqu'il viendra avec un problème de ce genre, il va entendre le petit Lyon et il va le connaître.

Suite à l'intervention de M. Tornare, je trouve que nous pourrions voter tout de suite cette résolution, montrer à la télévision, aux journalistes que le Conseil municipal sait être actif, qu'il a quelque chose dans le ventre et qu'il est capable d'agir rapidement.

M. Guy Jousson (AdG/TP). Il est évident que notre groupe a voté l'urgence de cette résolution, car il est sensible à toutes les personnes vulnérables et nous pourrions faire une longue liste aujourd'hui de toutes les vulnérabilités. Nous ne le ferons pas, parce que, évidemment, vu la circonstance, ce serait déplacé.

Toutefois, nous ne partageons pas tout à fait l'avis du magistrat ni celui de notre collègue lorsqu'ils disent que la personne qui a agressé, dans un geste odieux, le jeune tétraplégique ne mérite pas d'être appelé un être humain, ou que cette personne voulait montrer ou démontrer sa supériorité physique. (*Remarque de M. Tornare.*) C'est ce que j'ai compris, je parle de l'agresseur...

Le président. Monsieur le maire et Monsieur le conseiller municipal, vous n'avez pas à dialoguer; adressez-vous au bureau et à l'assemblée, je vous prie. Merci.

M. Guy Jousson. Oui, Monsieur le président. En l'occurrence, bien sûr qu'il y a une victime, mais, à notre avis, nous pensons qu'il y a deux victimes, car un voleur pouvant agresser quelqu'un qui se trouve dans un fauteuil roulant, c'est un être humain et c'est quelqu'un qui doit gérer son agressivité. Cela dit, on voit aussi où nous mène une société qui est de plus en plus à deux vitesses, voire même à trois vitesses, ce qui fait que des gens, bien que cela ne justifie pas leur acte, sont dans une telle situation de désarroi qu'ils en arrivent à voler quelqu'un qui est sans défense dans un fauteuil roulant.

Bien entendu, sans rien enlever de ce geste odieux, nous pensons que, concernant les côtés techniques, le magistrat pourra tout à fait répondre à la diversité de la situation, mais nous voulons souligner le fait que, pour pouvoir agresser quelqu'un dans un fauteuil roulant, il faut déjà être soi-même dans une situation terriblement vulnérable. Au-delà de la définition d'un coupable, nous voulons souligner le fait de la vulnérabilité de l'agresseur.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts renverront la résolution au Conseil administratif. Cependant, on peut traduire de différentes façons l'invite de celle-ci et, pour ma part, je crois qu'il faut arrêter de se battre entre partis sur ce genre

de sujet. Sur le fond, il me semble que nous sommes tous d'accord: c'est une tragédie qui est arrivée et le malaise n'est pas dû au fait que quelqu'un ait été volé, mais au fait qu'il existe des personnes capables d'agresser un handicapé. Je ne sais pas qui est l'agresseur, mais, de toute façon, le malaise se situe en amont. En tout cas, je sais que M. Tornare a créé la Délégation à la jeunesse et qu'on peut dire qu'il y a une problématique de la violence en ville de Genève. Le débat doit donc se situer en amont de l'agression, car, une fois l'agression faite, on se trouve avec cela sur les bras.

Je remercie la Télévision suisse romande et la *Tribune de Genève* d'avoir relaté le fait dont nous traitons ce soir, parce que j'ai l'impression que, si cela n'avait pas été le cas, M. Lyon n'aurait pas amené ce sujet au Conseil municipal aujourd'hui. Il existe d'autres cas aussi dramatiques que celui-ci, mais on ne les connaît pas. C'est un sujet ponctuel où la Ville peut faire quelque chose, mais, au niveau financier, je rejoins complètement les propos de M. Froidevaux, car ce n'est pas à la Ville de se substituer à la Confédération. La LAVI est une nouvelle loi et la plupart des personnes dans cette assemblée n'en connaissent pas encore les enjeux. Ce soir, j'ai entendu dire des choses fausses sur la LAVI, car n'importe quelle victime a le droit de faire appel à cette loi. Je crois qu'on a même vu une émission à la télévision où, justement, des femmes agressées allaient dans un commissariat de police et étaient mal reçues, car les policiers qui ne connaissaient pas encore très bien l'existence de la LAVI les ont considérées comme responsables de leur situation. Vous pouvez imaginer, chers collègues, l'ambiance dans le commissariat.

Nous renverrons donc la résolution R-37 au Conseil administratif afin que M. le magistrat instruisse ses troupes au sein des centres d'action sociale et de santé pour que, lorsque ce genre de situation arrive, les personnes soient bien orientées, qu'il y ait une aide psychologique et une aide sociale. Mais, concernant l'aide financière, que Diable, ne nous substituons pas à la Confédération!

Enfin, vous savez que nous pouvons traduire comme nous le voulons les invites de la résolution, mais ne nous battons pas sur un sujet comme celui-là, nous avons d'autres objets bien plus importants à traiter pour que notre administration puisse fonctionner correctement.

M. Daniel Sormanni (S). Je prends la parole pour tenir les mêmes propos que le préopinant. Je vais rappeler à cette assemblée qu'une résolution est une déclaration d'intention du Conseil municipal; cela n'a pas d'autre portée et, par conséquent, c'est dans ce sens-là que les résolutionnaires l'ont déposée. C'est également dans ce sens que le groupe socialiste votera la résolution, puisqu'il s'agit pour le Conseil municipal de se solidariser avec la personne qui a été odieusement agressée.

Bien évidemment, je partage les propos tenus par notre collègue M. Froidevaux; s'il s'était agi ici d'un projet d'arrêté demandant de contribuer financièrement, de manière directe, pour venir en aide à une victime, je crois que cela aurait été déplacé, puisque la LAVI est là pour prendre en charge la situation. Par contre, voter une résolution qui marque la solidarité du Conseil municipal envers la victime d'une agression abominable, je crois que nous pouvons le faire, et nous pouvons le faire à l'unanimité.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Nous avons entendu une magnifique plaidoirie de la part de M. Jousson. Je comprends qu'il soit choqué en entendant les réquisitoires de M. le maire et de M. Lyon à l'encontre de l'auteur de l'agression; il faut s'y habituer, il est normal que ce dernier soit traité de manière assez sévère. Je vous remercie vivement d'avoir eu le courage, ou d'avoir eu l'à-propos de dire: «Mais, derrière l'auteur, il n'y a pas seulement un comportement ignoble, il y a aussi un processus qui a conduit à cette situation et c'est ce processus-là qui nous intéresse.»

Je le dis parce que, à travers les propos de M. Lyon, je suis décrit un peu comme un être froid, pour ne pas dire totalement glacial, rigoureusement administratif, qui appliquerait des articles de loi sans se préoccuper d'ailleurs de savoir s'ils sont vraiment applicables. C'est pour cela que j'ai levé la main, car, quand M. Lyon nous dit qu'il faut, pour que la loi soit applicable, que l'auteur soit connu, eh bien, non, ce n'est pas le cas ici. Je vous ai épargné la lecture des articles de la LAVI, mais cette fois-ci je vous lis l'article 2, en tout cas son premier alinéa, parce que cet article est assez long: «Bénéficie d'une aide selon la présente loi toute personne qui a subi du fait d'une infraction une atteinte directe à son intégrité corporelle, sexuelle ou physique, que l'auteur ait ou non été découvert ou que le comportement de la victime soit ou non fautif.» C'est-à-dire que cela va beaucoup plus loin encore que la réserve que faisait le Conseil municipal, par la voix de M. Lyon, lorsqu'il disait qu'il fallait encore que l'auteur soit découvert; non; faut-il même que la victime soit absolument innocente? cette question en elle-même n'est pas pertinente. C'est pour vous dire à quel point manifestement la situation décrite par la *Tribune* est un cas évident d'application de la LAVI.

En revanche, une question qui est un peu plus pertinente est de savoir pourquoi cette personne arbore, sur son véhicule à quatre roues qui lui sert d'unique engin de déplacement, qu'elle ne bénéficie d'aucune aide sociale. Je crois que, si le Conseil municipal voulait s'intéresser à cette hypothèse, le vrai problème serait de savoir comment cette personne fait pour, apparemment non volontairement, échapper à la totalité des mailles du filet social. Nous avons eu quelques pistes à travers l'une ou l'autre des analyses qui ont été faites à l'égard de cette personne,

mais je crois que, si le Conseil municipal voulait véritablement s'intéresser à cette matière, la vraie question qui est posée est de savoir si la situation d'absence d'aide sociale à l'égard d'Eric est une situation qui est volontaire de sa part ou involontaire, ou, inversement, si c'est volontairement que nos règlements et nos lois sociales excluent Eric de toute aide, ou encore si, par un fâcheux concours de circonstances, ils ne le qualifient pour aucune forme d'aide sociale. Dans une telle hypothèse se poserait objectivement la question de savoir quel type de réforme il faudrait établir pour que cette personne puisse bénéficier de notre aide ou, à défaut, prendre acte du fait que, volontairement, pour une raison ou une autre sur laquelle il ne nous appartient pas de débattre aujourd'hui, cette situation échappe à notre assistance économique. En conséquence, il n'y aurait alors pas lieu de s'apitoyer, puisque ce serait notre décision politique, antérieure certes, mais la décision politique qui aurait été prise par le Grand Conseil, par les Chambres fédérales, voire par les règlements municipaux du Conseil administratif en ce qui concerne l'aide sociale.

Je crois que le problème est là et il ne se pose pas véritablement en ce qui concerne la circonstance particulière de l'agression dont a été victime cette personne.

M. Mark Muller (L). Tout à l'heure, M. Deshusses a déclaré que les libéraux s'exprimaient avec la voix de la raison et que l'Alternative s'exprimait avec la voix du cœur. Je crois, Monsieur le président, que c'est un peu caricatural. Si vous aviez attentivement écouté M. Froidevaux, vous auriez constaté qu'il s'est exprimé avec beaucoup de cœur et que ce n'est pas sans à-propos qu'il a introduit un soupçon de raison dans sa déclaration. C'est pour aller dans son sens et au vu du fait que l'ensemble des groupes ici présents s'accorde pour dire qu'il n'y a pas lieu que la Ville se substitue à la Confédération ou au Canton pour venir en aide financièrement à la personne agressée que le groupe libéral vous propose un amendement, qui devrait en principe nous mettre tous d'accord. L'amendement, qui est le suivant, propose de compléter l'invite de la résolution R-37 comme suit:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil municipal à apporter son aide et à trouver une solution de solidarité de la Ville de Genève pour les cas du genre de celui de ce jeune paraplégique qui a été agressé et volé derrière la gare, *sans pour autant créer une nouvelle institution faisant double emploi avec la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.*»

Je pense qu'en introduisant cette précision-là dans l'invite nous levons toute ambiguïté, nous évitons de faire double emploi avec un système déjà existant et

nous répondons, je crois, à la préoccupation qui nous anime tous ici ce soir, celle de venir en aide et de faire preuve de compassion à l'égard de la victime de cette infraction et de cette agression.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Lorsqu'on parle de subsidiarité, ce n'est pas en général la Confédération qui fait tout et la commune qui a encore un peu de place, c'est la Confédération qui intervient après la commune, lorsque la commune ne peut pas faire son travail. On est donc à l'envers du raisonnement qui a été avancé tout à l'heure.

Je pense qu'en l'occurrence il s'agit d'apporter un soutien symbolique à notre magistrat pour qu'il puisse compléter ce que la LAVI ne fera à l'évidence pas. Dans le cas présent, il s'agit aussi de trouver un logement. La LAVI fournit un soutien psychologique et un soutien financier aux gens; je connais très bien son fonctionnement, car j'ai des personnes très proches de moi qui en ont bénéficié, mais elle ne va pas faire une analyse sociale de la situation pour pouvoir aider les personnes globalement et, en l'occurrence, c'est cela qui est nécessaire.

Nous pensons qu'il faut voter rapidement la résolution R-37 pour que la population sache que, dans des situations telles que celle dont nous traitons, personne ne doit rester entre deux institutions. Récemment, on a vu, avec le cas du bébé dont il a été fait état tout à l'heure, que celui-ci était entre deux ou trois institutions et que personne n'était vraiment mandaté pour aller le chercher; malheureusement, on sait ce qu'il en est advenu. Il ne faut pas que, dans notre commune, on laisse des trous dans des situations de ce type-là. La personne tétraplégique qui a été agressée n'a pas simplement besoin de la LAVI, elle a besoin de plus. C'est de cela que le magistrat doit pouvoir s'occuper avec notre soutien.

M. Gérard Deshusses (S). Vous transmettez, Monsieur le président, à M. Mark Muller qu'il y avait effectivement un propos caricatural dans ma bouche tout à l'heure. Il est vrai qu'au XVIII^e siècle, la littérature française disait que le cœur avait ses raisons que la raison ne connaissait pas. A l'heure actuelle, dans la situation que nous vivons, je dirai que la raison a un cœur que le cœur ne peut pas toujours entendre; c'était le cas ce soir, parce que la situation qui nous était présentée est une situation très particulière et je voulais, vous, le groupe libéral, vous mettre en éveil par rapport à quelque chose de particulier. C'est tout. Je vous ai parfaitement entendu, je vous remercie et je crois que nous sommes sur la même longueur d'onde.

Quant à nous, le groupe socialiste, nous voterons le renvoi de la résolution au Conseil administratif.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Sans vouloir allonger le débat, je m'exprimerai sur le projet d'amendement de M. Mark Muller. Si vous lisez la résolution, vous comprendrez qu'il s'agit d'une proposition de solidarité de la Ville de Genève, et il est clair que soit M. Tornare, soit M^{me} Pürro peut apporter un énorme soutien en intervenant d'une autre manière que ce qui est proposé au niveau des lois fédérales.

Monsieur le maire, il y a un point auquel vous n'échapperez pas, je veux parler des 170 et quelques francs, montant que vous avez d'ailleurs adapté concernant les prestations ou allocations municipales octroyées aux personnes touchant les plus bas revenus, soit à l'AVS, à l'OCPA (Office cantonal des personnes âgées), etc. J'estime qu'on peut très bien apporter un petit soutien dans ce sens à la personne handicapée qui a été agressée. Je connais bien, Monsieur Tornare, l'analyse que vous ferez de ce problème.

Par ailleurs, vous connaissez tous le budget et vous savez que l'aide au logement coûte 11 millions à la Ville de Genève. Je pense qu'il est possible de trouver à cette personne un petit studio, situé au rez-de-chaussée, qu'un non-handicapé ne voudrait peut-être pas, mais qu'elle serait toute contente d'habiter. Ainsi, on ne pourrait pas accuser la Ville de Genève d'intervenir à un niveau qui ne la concerne pas, car elle aiderait cette personne du point de vue social uniquement. Acceptons l'amendement de M. Mark Muller, car nous n'avons pas à intervenir dans les lois fédérales, et votons cette résolution ainsi amendée.

Qu'on soit de gauche ou de droite, on peut se demander ce que le traitement d'une affaire comme celle-ci va provoquer, parce qu'il y aura des profiteurs. Il faut donc faire attention.

La résolution demande au Conseil administratif une réponse en fonction du résultat et, là, tout le monde pourra s'exprimer.

Monsieur Mark Muller, nous travaillons ensemble à la commission de l'aménagement et de l'environnement et je pense que vous serez fier du Conseil municipal; je vous connais assez pour pouvoir dire que vous êtes sensible au problème traité.

M. Manuel Tornare, maire. Mesdames et Messieurs, si je peux me permettre de vous donner un conseil, cessez cette discussion, parce que nous sommes en train de faire parler une personne qui n'a pas encore eu droit à l'écoute, c'est-à-dire M. Grassien. Comme je vous l'ai dit, avec M^{me} Pürro, nous allons rencontrer M. Eric Grassien – j'aimerais aussi que M. Aegerter, directeur de mon département, soit présent – pour essayer de voir si la Ville peut lui apporter une aide, indépendamment de son agression. Cela, c'est une première chose. Je crois que M. Grassien a besoin d'une meilleure écoute que celle qu'il a eue

jusqu'à présent dans cette ville, puisque, comme vient de me le rappeler M. Froidevaux, son permis de séjour a été octroyé par le Valais et non par le canton de Genève, ce qui est quand même scandaleux.

Deuxièmement, je vais voir ce que la Ville peut faire concernant l'agression et toutes les conséquences qui s'ensuivent. Nous allons discuter avec cette personne. Je crois que c'est une idée complètement idiote que de dire que la gauche a le monopole du cœur et que la droite ne l'a pas. On se souvient de la parole de Giscard, c'est complètement idiot. Je n'ai jamais soupçonné mon ancien collègue Jean-Marc Froidevaux, que je connais depuis très longtemps, de manquer de cœur. Simplement, vous savez très bien, Monsieur Froidevaux, qu'il y a souvent des obstacles juridiques faisant que ce qui est lié à la Confédération, au Canton relève d'une bureaucratie lourde, dont les effets attendus sont assez lents.

Dernièrement, grâce à l'intervention du Conseil administratif, on a pu débloquent une situation extrêmement pénible concernant une personne qui avait manifestement droit aux prestations de l'assurance invalidité mais qui, pour des raisons de lenteur administrative, ne les touchait pas encore. Il a fallu l'intervention du Conseil administratif pour qu'en trois semaines une solution soit apportée. Je ne veux pas critiquer ce qui se fait au niveau de la Confédération ou du Canton dans le domaine social, mais je crois que la Ville, qui est une plus petite structure, a un délai de réponse souvent beaucoup plus rapide.

J'aimerais maintenant répondre à M. Jousson. Je sais bien que, parfois, on peut trouver certaines excuses à des agresseurs, mais il ne faut pas innocenter tous les bourreaux, car où va-t-on aller! J'estime que des gens qui agressent un paralysé n'ont véritablement pas beaucoup d'excuses. Je suis d'accord avec vous, Monsieur Jousson, je suis d'accord avec nos amis écologistes qu'il faut faire toute une campagne de prévention, de sensibilisation, de médiation pour qu'un tel acte ne se reproduise plus jamais – si c'est possible. Le délégué à la jeunesse, qui fait beaucoup de médiation avec son équipe dans les quartiers, a bien évidemment reçu ce mandat. Voilà, en résumé, Mesdames et Messieurs, ce que le Conseil administratif pourra faire dans un délai extrêmement bref; comptez sur nous pour que nous le fassions.

Nous agissons aussi pour des gens victimes d'autres sortes d'agression. Par exemple, mon département est en train d'intervenir pour essayer d'obtenir la libération de ce jeune Français de Bonneville qui est enfermé à vie en Indonésie. Selon la justice indonésienne, il a fait du trafic de haschich, mais être enfermé à vie pour avoir fait cela n'est pas tout à fait normal et nous sommes en train d'intervenir auprès de l'ambassadeur d'Indonésie, du chef d'Etat indonésien, par l'intermédiaire aussi du consul de France. C'est toutes sortes d'actions que nous accomplissons dans ce domaine que nous ne mettons pas forcément sur la place publique.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

M. Guy Jousson (AdG/TP). Il est évident que nous faisons totalement confiance à M. le maire pour trouver des solutions adéquates à ce sujet, mais en aucun cas notre propos n'a voulu, quelle horreur, être justificatif par rapport à l'agression. D'autant moins que, la personne qui a agressé, le jour où elle sera retrouvée et condamnée, elle se fera casser la figure quand elle arrivera en tôle, au même titre que certains pédophiles. Vous savez très bien qu'en prison on doit séparer des détenus, parce que ceux qui ont commis des actes ignobles se font tabasser.

Notre groupe voulait relever que, pour qu'un être humain en arrive au point d'agresser quelqu'un sur une chaise roulante, il faut qu'il soit sacrément mal fichu dans sa tête ou dans son corps. C'est évidemment de notre devoir de souligner les besoins de certaines personnes.

Mis aux voix, l'amendement de MM. Mark Muller et Jean-Marc Froidevaux est accepté à la majorité (quelques oppositions et quelques abstentions des groupes de l'AdG).

Mise aux voix, la résolution amendée est acceptée sans opposition (2 abstentions).

La résolution est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à apporter son aide et à trouver une solution de solidarité de la Ville de Genève pour les cas du genre de celui de ce jeune paraplégique qui a été agressé et volé derrière la gare, sans pour autant créer une nouvelle institution faisant double emploi avec la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.

5. Motion de MM. Jean-Marc Froidevaux et Bernard Lescaze: «Non au bradage des droits municipaux» (M-161)¹.

PROJET DE MOTION

Vu la «loi 8148 modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière du 25 janvier 2001», publiée dans la *Feuille d'avis officielle* du 2 février 2001;

¹ «Mémorial 158^e année»: Urgence refusée 3549.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

attendu que son article 2 a la teneur suivante:

«1. Le Département de justice et police et des transports (ci-après: le département) est compétent en matière de gestion de la circulation, notamment pour interdire, restreindre ou régler la circulation sur certaines routes, sous réserve des alinéas suivants.

»2. En dérogation de l'alinéa 1, les communes qui en font la demande au département sont compétentes pour interdire ou restreindre la circulation sur les voies de circulation communales sur leur territoire, à l'exception des routes communales et des voies de circulation de la Ville de Genève figurant sur le plan annexé à la présente loi dans les domaines suivants:

- a) création de pistes cyclables;
- b) création de zones piétonnes;
- c) limitation de vitesse;
- d) localisation des places de stationnement;
- e) toute autre mesure de modération de trafic en application de l'article 3, alinéa 4, de la loi sur la circulation routière.

Les communes élaborent, en collaboration avec le département et ses services, les réglementations locales de trafic.

»3. Le Conseil d'Etat, après consultation de la commune concernée, décide quelles voies de circulation doivent rester ouvertes au passage sans entrave des véhicules des transports publics.

»4. La compétence communale est exercée par le Conseil administratif ou le maire.»;

attendu:

- en outre, que la loi sur l'administration des communes est modifiée dans le même sens, le Conseil municipal ne délibérant que sur la demande de bénéficiaire de la compétence communale pour les mesures de réglementation locale du trafic telles qu'elles sont prévues par l'article 2 ci-dessus;
- que, quant à lui, le Conseil administratif ou le maire exerce sans concours avec le Conseil municipal cette compétence;
- qu'aucune compétence, même délibérative, n'est prévue en faveur des élus communaux;
- que, de plus, les droits du Conseil général sont réduits de manière injustifiée;
- qu'ainsi les décisions du Conseil administratif ou du maire ne sont pas sujettes à référendum;
- qu'il n'exerce qu'un pouvoir d'initiative ou de recours judiciaire;
- que, s'agissant de l'initiative, le Conseil général peut engager sa commune à exercer de manière générale les compétences de l'article 2 ci-dessus ou suggérer une réglementation locale particulière du trafic;

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

- que le droit de recours s'exerce auprès du Conseil d'Etat et ne porte que sur sa légalité et non sur son opportunité;
- que, au contraire, la Ville de Genève, par la voix de son Conseil municipal, a constamment manifesté sa volonté d'étendre le pouvoir d'examen politique de ses représentants et non de le réduire;
- que, de la même manière, usant très largement du pouvoir de pétition en matière d'affectation du domaine public comme du domaine privé, la population de Genève manifeste vivement et constamment son intention non plus d'être entendue, mais de prendre part au pouvoir de décision politique;
- que le droit de la population de prendre part à ce processus a été entendu par le Conseil municipal qui, très récemment encore, agissant à l'invitation des citoyens, a invité le Conseil d'Etat à réexaminer deux plans localisés de quartier, pourtant en force,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à prendre toutes les mesures utiles pour que le respect des droits démocratiques essentiels soit affirmé en Ville de Genève;
- à déclarer en conséquence qu'il renonce à faire application de la compétence qui lui est concédée par la loi 8148 aussi longtemps que les mesures locales de circulation de compétence municipale ne sont pas soumises aux fonctions délibératives du Conseil municipal et au référendum facultatif de son Conseil général.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Le 25 janvier 2001, le Grand Conseil votait la loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, tandis que, simultanément, se tenait à Porto Alegre le forum bien connu. Deux de nos conseillers administratifs, et l'un subsidiairement député, étaient présents à ce forum et, dès lors, ils étaient absents au débat sur la modification de la loi d'application de la circulation routière.

Ce qui a déterminé le dépôt de cette motion M-161 par M. Bernard Lescaze et moi-même est l'article 2, alinéa 4, de ladite loi, qui dit: «La compétence communale est exercée par le Conseil administratif.» Cela, évidemment, est une phrase qui par nature, au sein de ce Conseil municipal, nous est insupportable; elle nous l'est d'autant plus quand le Conseil administratif fait, à Porto Alegre, la culture de la démocratie participative. Voilà pour l'introduction.

Dans le texte de cette motion, qui est soumise à votre vote aujourd'hui, je dois d'abord relever une erreur. J'ai oublié, dans le quatrième alinéa, donc dans le

point 2 de l'article 2, une disposition qui est: «d) localisation des places de stationnement»; ce qui, évidemment, n'est pas très important. (*Corrigé au Mémo-rial.*)

Ce que vous devez savoir, c'est que cette modification de la loi a été taillée tout exprès pour le Conseil administratif de la Ville de Genève, dans la mesure où personne plus que le Conseil administratif de la Ville de Genève n'est en mesure de mettre en œuvre des dispositions comme celle de l'article 3, alinéa 4, de la loi sur la circulation routière (LCR), cité dans cette loi 8148, article qui nous dit qu'il s'agit par cette disposition de prévoir toutes limitations ou prescriptions pouvant être édictées lorsqu'elles sont nécessaires pour protéger des habitants ou d'autres personnes touchées de manière comparable contre le bruit et la pollution de l'air. (*Brouhaha.*)

J'ai ce soir droit à très peu d'écoute, vous ne m'avez pas habitué à cela, mais, comme le disait le président, l'important est que le chantier soit dynamique, et je ne crains pas, effectivement, de vous démontrer l'importance de ce chantier.

L'article 3, alinéa 4 – décidément, je serai toujours aussi froid en vous citant des articles de loi – dit: «...toutes limitations ou prescriptions pouvant être édic- tées lorsqu'elles sont nécessaires pour protéger les habitants...». Qui sont donc les personnes en mesure de décider de l'opportunité, est-ce le Conseil administra- tif ou sont-ce les habitants? C'est la question de base. En l'espèce, la loi nous dit que, non, ce ne sont pas les habitants, mais que c'est le Conseil administratif. Tiens donc! Le Conseil administratif est l'habitant universel de chacune des com- munes du canton de Genève, en particulier de la ville de Genève. Comprenons- nous bien, pendant que l'un des conseillers administratifs, député, est à Porto Alegre pour passer à la gestion... euh, quel est le mot cher au Conseil administra- tif...

M. Manuel Tornare, maire. Participative.

M. Jean-Marc Froidevaux. Il est vrai, Monsieur le maire, que je connais mal vos discours! ... pour passer à la gestion participative, ce qui veut bien dire qu'il s'agit, en tout Etat, de faire participer le citoyen, de développer le principe selon lequel chaque citoyen prend pour lui pleinement la décision administrative, et non plus, comme on l'a fait brillamment concernant l'aménagement à Saint-Jean, de simplement le consulter, voilà que, simultanément, à Genève, nous votons une loi qui nous parle de démocratie administrative. Qu'est-ce qu'il y a de plus antago- niste à la démocratie participative que la démocratie administrative? Eh bien voilà ce que notre parlement cantonal, à une majorité que vous connaissez, a voté comme un seul homme, il n'a manqué qu'une seule voix pour que cette majorité

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

soit parfaite, c'était évidemment celle de M. Ferrazino. Mais je vous rappelle que, à ce moment-là, il faisait le culte de la démocratie participative à Porto Alegre. Alors ce n'est pas sa faute, il n'était pas là!

Il est temps pourtant aujourd'hui de prendre une position claire consistant à dire que nous, Conseil municipal, n'entendons en aucune manière qu'il existe un progrès dans le fait de passer d'une délégation administrative du Canton à une délégation administrative de la commune. Tant que la démocratie est administrative, cette démocratie n'existe pas. Cela n'a aucune espèce d'importance de savoir que c'est un service cantonal ou un service municipal qui décide que telle rue est en sens unique, que telle autre rue est avec ou sans stationnement, avec ou sans macaron, que telle zone est fixée à 20 km/h ou 30 km/h – ce qui, apparemment, sont les deux seules variantes de la ville de Genève.

Ce qui compte pour nous, comme nous l'avons dit à Porto Alegre, comme nous l'avons dit au retour de Porto Alegre, c'est que chacun puisse se déterminer. En conséquence, il ne fait aucun doute que cette délégation de pouvoir ne peut être au Conseil administratif, mais doit bien être au Conseil municipal, qui votera par voie d'arrêté et qui, ce faisant, acceptera de convaincre l'électeur afin d'éviter le référendum et, si celui-ci devait être lancé, pour convaincre l'électeur du bien-fondé d'une mesure, qui est quand même toujours une mesure d'atteinte aux libertés individuelles. Je ne dis pas que ces libertés sont sacrées, loin s'en faut, mais, quand vous dites que dans une zone où l'on roule actuellement à 50 km/h on doit passer à 20 km/h, c'est une atteinte aux libertés; quand vous dites que dans une zone où l'on peut parquer on ne peut plus parquer, c'est une atteinte aux libertés. C'est peut-être une atteinte justifiée, mais il ne suffit pas de ricaner quand on parle d'atteinte aux libertés, il s'agit de justifier le caractère nécessaire, car, si l'atteinte aux libertés n'est pas nécessaire, nous sommes alors en plein système qui n'a plus rien de démocratique.

C'est la raison pour laquelle cette motion vous est soumise. Elle vous est soumise simplement pour que nous disions au Conseil administratif que de cette délégation au Conseil administratif – je crois que nous pourrions être tous d'accord – nous n'en voulons pas et pour que nous disions au Conseil administratif qu'il est suffisamment puissant pour proposer sans délai une modification de la loi, de sorte que la délégation se fasse vers les élus du peuple que nous sommes, subsidiairement, que nous acceptons la ratification de nos décisions – comme nous l'avons dit à Porto Alegre, au nom de la Ville de Genève, par le bais de notre Conseil administratif – par une réaction citoyenne qui entérine au besoin la prise de position du Conseil municipal par un vote, un vote qui est clair et un vote qui éclaire également notre activité.

A cet égard, je ne puis, en conséquence, que vous recommander vivement d'approuver cette motion et de la renvoyer au Conseil administratif.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

M. Bernard Lescaze (R). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il s'agit d'un problème important qui, comme vous le savez sans doute, fait l'objet d'un référendum. L'ensemble de la population de ce canton pourra donc se prononcer sur cette délégation de compétences aux communes. Nous avons déposé cette motion le 20 février 2001, alors que le référendum n'avait pas encore abouti. Les ordres du jour très chargés de nos séances font qu'elle arrive seulement aujourd'hui devant vous.

Le fond du problème reste malgré tout important. Peut-être que dans leur sagesse les citoyennes et les citoyens genevois refuseront la loi 8148 et, à ce moment-là, notre motion sera caduque. Mais il se peut qu'ils l'acceptent, car nous sommes tous attachés au principe de l'autonomie communale. D'un certain point de vue, comme l'a souligné très justement mon collègue Froidevaux, il peut être judicieux d'imaginer que certaines décisions en matière de circulation, de création de zones piétonnes, de limitation de vitesse puissent être prises là où vivent les citoyennes et les citoyens. Encore faut-il qu'il ne s'agisse pas simplement du transfert d'un pouvoir autocratique, et c'est là où notre motion prend tout son sens. Une véritable délégation citoyenne devrait être accordée au Conseil municipal qui est le représentant des électrices et des électeurs, c'est à lui qu'on aurait dû faire cette délégation.

On voit bien que la modification de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière instaurée par la loi 8148 est, en fait, une modification purement technocratique. Je ne veux pas imaginer ici qu'on l'ait faite simplement pour favoriser des exécutifs qui n'auraient pas la même majorité que l'exécutif cantonal. Je pense, du moins j'espère que les proposant du projet de loi 8148 au Grand Conseil avaient des visions un peu plus hautes. Cependant, ils n'ont pas été jusqu'au bout de leur démarche.

Si je comprends bien qu'on ne peut pas laisser à des assemblées populaires ou à des assemblées de quartier le soin de proposer des modifications en matière de circulation, car, au fond, cela serait une sorte de démocratie de rue et personne n'en veut, en revanche, il paraît normal que les représentants élus de la population, en l'occurrence les représentants élus de notre ville, puissent se prononcer. De surcroît, le fait qu'ils puissent se prononcer par un arrêté municipal permettrait, le cas échéant, si véritablement une mesure propice à un quartier donné est contraire à l'intérêt général de toute la ville, de susciter un référendum et donc d'amener l'ensemble de la population de la ville à se prononcer.

Si véritablement on veut une démocratie plus participative, il ne faut pas simplement qu'elle concerne les essences d'arbres qu'on aimerait planter ici ou là, mais bien des sujets qui intéressent concrètement une grande partie de notre population. Et qu'est-ce qui les intéresse plus que, par exemple, des zones piétonnes ou même, dans certains quartiers, la création de pistes cyclables ou de

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

limitation de vitesse? Nous avons eu suffisamment de projets, de motions, de résolutions sur la sécurité aux abords des écoles pour en être parfaitement conscients.

Dans ces conditions, pour ma part – et, là, je diffère un peu de mon collègue Froidevaux – je pense que cette motion devrait être gelée. Il serait très intéressant d’entendre dès ce soir l’avis du conseiller administratif responsable. Je pense qu’il ne sert à rien ni de renvoyer la motion au Conseil administratif ni à l’étude d’une quelconque commission avant que l’on sache réellement si la loi 8148 est acceptée par le peuple, car, si elle ne l’était pas, nos commissions auraient fait du travail de singe. C’est pourquoi, pour ma part, je souhaiterais, Monsieur le président, qu’à l’issue de ce premier tour où seuls les motionnaires et le conseiller administratif auront parlé on suspende l’examen plus avant de la motion M-161, dans l’attente de la décision de l’ensemble des citoyennes et des citoyens de ce canton.

Le président. Je comprends bien ce que vous dites, Monsieur le conseiller municipal, mais c’est une procédure pour le moins originale.

Préconsultation

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Apparemment, M. Lescaze devient prudent. On peut d’abord se demander quel est le but poursuivi par les motionnaires. Ceux-ci le disent dans la deuxième invite, c’est qu’en réalité la Ville renonce à exercer les nouvelles compétences que la loi cantonale d’application de la loi fédérale sur la circulation routière lui donnent et, évidemment, il faudrait renoncer à exercer ces nouvelles compétences sous prétexte qu’elles ne sont pas de la compétence du Conseil municipal, mais de la compétence du Conseil administratif.

D’abord, Monsieur Lescaze, comme membre actif d’un Conseil municipal, vous devriez vous satisfaire que ces nouvelles compétences soient transférées aux communes, donc à la Ville de Genève. Mais ce n’est peut-être pas tout à fait cela et c’est là où je relèverais une certaine hypocrisie de la part des motionnaires, c’est qu’ils sont tous deux membres des partis qui ont lancé le référendum contre cette loi 8148 qui donne ces nouvelles compétences aux communes et, s’ils ont lancé ce référendum, c’est pour contester la réforme à laquelle ils sont opposés. Vous avez lancé ce référendum, vous êtes aujourd’hui prudents en disant que vous n’êtes pas tout à fait certains du résultat du vote populaire et que, par conséquent, nous pourrions geler la nouvelle tentative d’attaquer ces nouvelles compétences que représente la motion M-161. Puis, finalement, on ressortira du frigo cette motion si jamais nous devons perdre en votation populaire.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je vais vous donner deux raisons pour rejeter immédiatement la motion M-161. Je crois qu'il n'y a pas lieu de la suspendre, on peut en débattre ce soir et lui réserver le sort qu'elle mérite. Pourquoi? Tout d'abord, parce que M. Froidevaux ironisait... mais il est vrai que ma casquette de député, Monsieur Froidevaux, m'a permis de suivre l'évolution de ce dossier, notamment d'être informé de ce qui s'est dit à la commission cantonale des transports qui a examiné ce dossier. Si votre collègue motionnaire, M. Lescaze, qui a également la qualité de député, vous avait transmis ces différents travaux, vous auriez pu apprendre que le projet de loi, tel qu'il a été voté par la commission, est une modification du projet initial qui avait été déposé par un certain nombre de formations de l'Alternative. Pourquoi? Parce que le projet initial prévoyait que c'étaient précisément les conseillers municipaux qui étaient compétents.

Les communes, qui ont été entendues par la commission des transports, ont relevé les complications extraordinaires qu'une telle procédure aurait engendrées. Les communes qui ont été auditionnées avaient comme souci non pas de paralyser un système, mais, au contraire, de lui permettre de fonctionner et ont proposé à la commission des transports, qui a voté à l'unanimité – y compris vos représentants, Messieurs Froidevaux et Lescaze – cette modification afin, justement, que des décisions visant à poser une signalisation routière ne soient pas des actes délibératifs sujets à référendum municipal. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas, Monsieur Lescaze et Monsieur Froidevaux, et vous n'avez pas l'air de vous en étonner beaucoup. Malgré vos efforts de contester ces nouvelles compétences transférées aux communes, nous, nous sommes attachés dans les faits, et non pas dans le discours, à l'autonomie communale. Donc chaque fois que nous avons la possibilité d'avoir des compétences nouvelles, nous nous en félicitons et nous ne cherchons pas des arguties pour essayer de les contester ou de ne pas les exercer.

Nous espérons vivement que les référendaires seront déboutés en votation populaire, que, dans leur sagesse, nos concitoyens verront qu'il est effectivement beaucoup plus efficace de donner aux communes la gestion même de leurs routes, de l'aménagement des quartiers, les compétences de pouvoir prendre un certain nombre de décisions, ce qui, aujourd'hui, malheureusement, ne leur est pas possible. Et ce n'est pas par des arguties de ce genre qu'on arrivera à faire avancer l'autonomie communale à laquelle vous dites vous référer.

Je relèverai, pour ceux qui ont encore des incertitudes par rapport aux interventions diverses de tel ou tel citoyen, de telle ou telle association, par rapport à une décision qui serait prise par le Conseil administratif, qu'il subsistera toujours les voies de recours qui existent actuellement et qui seront exactement les mêmes, ouvertes à tout un chacun. Là également, le jeu démocratique est ouvert.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Par conséquent, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, fort des débats qui ont permis d'animer le Grand Conseil et qui ont amené à cette prise de décision aujourd'hui contestée par vos formations politiques, je crois que c'est un signe politique que votre Conseil municipal pourra donner en rejetant cette motion qui a non seulement une certaine hypocrisie de la part de leurs auteurs, mais également une visée démagogique, car ceux-ci laissent croire qu'ils sont favorables à une réforme qu'ils contestent sur le fond. Nous, nous sommes favorables à cette réforme sur le fond et nous n'accepterons pas que, par des arguties de ce genre, vous essayiez, Messieurs Froidevaux et Lescaze, de les vider de son contenu.

Par ailleurs, il va de soi, et nous en avons parlé au Conseil administratif, que vous serez chaque fois consultés, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, sur tout projet d'importance qui nécessiterait à ce moment-là un débat au sein de votre Conseil. Quant à nous, nous renonçons à paralyser la vie du Conseil municipal par des délibérations supplémentaires qui viendraient accompagner chaque décision qui viserait une signalisation routière pour une desserte de quartier ou autre. J'espère que ces éléments vous permettront de donner à cette motion le sort qu'elle mérite.

M. Sami Kanaan (S). M. Ferrazino a déjà dit un certain nombre de choses importantes, en particulier sur la motivation réelle des deux motionnaires, puisqu'ils font partie des forces politiques qui combattent cette loi 8148 par voie de référendum et qui, ayant peur que le peuple ait la sagesse d'adopter cette loi, essaient déjà, *a priori*, d'empêcher que la Ville en fasse usage.

Tout d'abord, rendons à César ce qui appartient à César. En l'occurrence, je veux bien qu'on accuse notre magistrat responsable des travaux et de l'aménagement d'être la cheville ouvrière de presque tout ce qui lie la Ville à l'Etat, via le Grand Conseil au Conseil administratif, mais il n'est quand même pas l'auteur de tous les dossiers de ce type-là. Cette loi-là a une paternité mixte, socialiste et écologiste, puisque c'est un projet de loi écologiste et une motion socialiste au Grand Conseil qui ont initié les travaux de commission. Les motionnaires ne sont pas sans savoir que ce n'est pas au vote final que se fabriquent ou que ne se fabriquent pas des alinéas ou des dispositions légales, mais bien en commission. Et là, effectivement, M. Ferrazino a eu l'occasion de suivre le dossier de près.

Cette loi est avant tout une excellente innovation et il faut insister là-dessus. A l'époque, si les socialistes et les Verts ont proposé cette loi, c'est parce que se multipliaient les dossiers très concrets, qui sont à la fois importants et très ponctuels, en termes de périmètre géographique la plupart du temps, sur des affaires de modération de trafic concernant souvent une rue, un carrefour, un trottoir et dont,

ici, nous sommes souvent auteurs, en tout cas nous traitons des textes. Certains projets couvrent un périmètre plus vaste, comme les Pâquis, mais souvent ce sont des enjeux géographiques très limités, tout en étant importants. Dans la mesure où elle doit traiter une multitude de ces dossiers, la ville de Genève n'étant évidemment pas seule sur le territoire et le même type de dossiers occupant les autres communes, en particulier urbaines, l'Office des transports et de la circulation est chroniquement totalement surchargé, dans la mesure où il doit gérer la procédure de bout en bout, et souvent à double, parce que la commune doit aussi la gérer de son côté.

Le but était effectivement de simplifier cela. Là, théoriquement, les élus de l'Entente devraient être sensibles à cet enjeu qui est d'accélérer et de simplifier les procédures, d'éviter même des doublons, en supposant qu'il y en ait, et de donner aux communes qui le souhaitent – parce qu'il n'y a pas d'obligation, cela les motionnaires l'ont bien relevé – le droit d'exercer les compétences sur certains types de situation dans leur périmètre municipal, hors des grands axes, puisque la loi précise sur quels grands axes principaux cette compétence ne s'exerce pas. A titre personnel, il se trouve que j'aurais souhaité qu'on puisse aussi exercer nos compétences sur ces prétendus grands axes, parce que les grands axes en question sont, par exemple, la rue des Eaux-Vives ou le boulevard Carl-Vogt, comme le spécifie le plan annexé à la loi 8148.

Or il se trouve que ces grands axes ne sont pas touchés par cette modification de la loi et, donc, si une modification de circulation doit intervenir sur ces grands axes, elle restera du ressort de la procédure telle qu'elle existe aujourd'hui, c'est-à-dire avec une maîtrise par l'Etat et consultation de la Ville de Genève. Hors de ces grands axes, sur toutes les petites rues de desserte locale de quartier, la commune prend le dessus, si elle le souhaite, et pour éviter de chaque fois renégocier si c'est – dans le cas de la ville de Genève – la Ville ou l'Etat qui est compétent, il y a cette disposition normative d'un choix préalable de la commune. Je maintiens que c'est une excellente innovation, car cela permet de traiter à l'échelle qui convient des problèmes qui relèvent vraiment de la proximité locale et qui n'ont pas forcément un impact majeur sur l'ensemble du territoire genevois. Je répète donc que c'est une vraie amélioration qui accélère les procédures.

A partir de là, comment régler les affaires au niveau municipal? Il est vrai que les députés, dans leur haute sphère, ne sont pas toujours forcément soucieux de tous les détails de la mise en pratique de ce genre de chose. On verra à l'usage qui décide quoi exactement. C'est surtout à nous, Ville de Genève, Conseil administratif et Conseil municipal, de mettre en place une procédure. Il est vrai que, en apparence – et les motionnaires se font les chantres de la démocratie municipale, on ne peut que les en féliciter et espérer qu'ils s'en rappellent de temps à autre – il aurait été souhaitable que le Conseil municipal se prononce sur chaque change-

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

ment de trottoir, sur chaque nouveau passage pour piétons, sur chaque modification du régime des feux, sur chaque modification de trois places de stationnement, mais alors, Mesdames et Messieurs, nous aurions pu siéger tous les jours. Tant pis pour les jetons de présence, tant mieux pour les finances de la Ville si nous ne sommes évidemment pas en mesure de siéger tous les jours. C'est totalement absurde.

A partir de là, il faut trouver le bon équilibre. On peut imaginer une procédure, et c'est un chantier intéressant – puisque le mot «chantier» est à la mode aujourd'hui. Imaginez que le Conseil administratif, sur la base de l'alinéa 4 de l'article 3 de la loi fédérale sur la circulation routière, fit systématiquement autre chose que ce que le Conseil municipal souhaiterait, parce qu'il y aurait une majorité politique différente un jour, ou dans le cadre des mêmes majorités parce que les appréciations seraient différentes! Cela deviendrait totalement intenable. Par exemple, nous pourrions travailler via le budget, en supposant que la situation devienne aussi intenable, ce qui, à court terme, paraît peu probable. On pourrait imaginer qu'on mette en place un plan directeur communal de circulation, puisque nous avons une nouvelle compétence – mais, excusez-moi, j'aurais dû le préciser tout de suite, je tiens ces propos étant donné que le groupe socialiste est évidemment favorable à ce que la Ville de Genève demande cette nouvelle compétence.

Je vous rappelle qu'il y a une autre modification législative, que les motionnaires, évidemment, ne mentionnent pas. Le 16 mai – donc tout récemment – est entrée en vigueur la modification de la loi sur l'administration des communes qui confie au Conseil municipal, ainsi qu'à tous les conseillers municipaux du canton, des compétences réglementaires, donc l'équivalent des compétences législatives du Canton. C'est-à-dire que, à partir de maintenant, nous pouvons, nous, édicter des règlements de portée générale. Il est clair qu'il faudrait une période de rodage pour faire la différence entre des règlements de portée générale et des règlements d'exécution. Par exemple, le sacro-saint règlement de la Gérance immobilière municipale, qui est l'apanage absolu du Conseil administratif, relèvera de notre compétence, de même que celui sur les prestations sociales ou celui sur les subventions culturelles et d'autres encore.

Pour revenir à notre sujet, on peut parfaitement imaginer un règlement sur un certain nombre d'aspects touchant à la politique de la circulation en ville de Genève et définissant qui décide de quoi. La plupart du temps, le Conseil administratif ne fait qu'exécuter des motions que nous votons ici, sur toutes sortes de sujets liés à la modération du trafic. De toute façon, le cadre est donné et je maintiens qu'il serait tout à fait impossible, en pratique, au Conseil administratif de passer son temps à faire quelque chose de différent de ce que voudrait le Conseil municipal.

Pour revenir à la réalité, à la concertation, là aussi je ne peux qu'admirer l'enthousiasme soudain de M. Froidevaux et de M. Lescaze pour la gestion participative, mais, effectivement, comme M. Froidevaux l'a dit lui-même, il ne maîtrise pas du tout cette notion. Si pour M. Froidevaux la gestion participative se limite au droit référendaire et au droit de recours, il manque d'imagination et il a raté un certain nombre d'évolutions de cette situation. Imaginez un référendum au sujet d'un coin de trottoir, imaginez un référendum au sujet d'un nouveau passage pour piétons! C'est relativement absurde en pratique. Il faut trouver le bon équilibre et, au lieu de se battre de manière dépassée pour une révision justement administrative et, je dirais, législative et technocratique de la démocratie, il faut justement, comme on vient de le voir au sujet de Saint-Jean – pour parler d'aménagement de territoire – avoir une approche beaucoup plus participative et constructive de la concertation, qui implique les gens dès le début d'un dossier.

Dans le cas de mesures de modération du trafic, ce genre de concertation me paraît nettement plus intelligent que de venir après coup avec des référendums et des droits de recours. Par exemple, M. Lescaze a dit que personne ici ne pourrait imaginer qu'une assemblée de quartier propose – il ne parlait même pas de décider – des modérations de trafic. Eh bien, si, moi, en tout cas à titre personnel, et je pense aussi le groupe socialiste, je peux parfaitement imaginer qu'une assemblée de quartier, s'il y a des modalités à définir, puisse proposer une modération de trafic dans son quartier. Cela s'est déjà fait et cela peut se refaire de manière plus organisée, plus systématique, même avec un appui logistique de la part de la Ville de Genève.

En fait, le droit de référendum et le droit de recours, et des études le confirment, peuvent paraître iconoclastes à certains, car, concernant le droit de référendum, des études montrent, au niveau suisse du moins car je ne sais pas s'il existe des études équivalentes à Genève, que statistiquement les référendums aboutis relèvent majoritairement et très nettement de forces conservatrices de droite. Il y a beaucoup de référendums de gauche, mais ils échouent la plupart du temps. Le référendum, en tout cas à l'échelle helvétique, est de plus en plus considéré comme une arme de la réaction et du conservatisme de droite. Quant au droit de recours, des études récentes montrent que les gens qui, à Genève, font le plus de recours proviennent des milieux, par exemple, proautomobilistes ou de propriétaires, dans le domaine de l'immobilier, et bien souvent ils les perdent; c'est cela qui est intéressant. Donc l'hypothèse selon laquelle le recours est surtout une arme de blocage pour ces milieux se révèle souvent exacte. En revanche, les recours que font les organisations, par exemple, écologistes en matière de circulation sont peu nombreux et aboutissent la plupart du temps, parce qu'ils sont juridiquement fondés.

Pour nous, la concertation est bien plus que le référendum et le droit de recours. Ceux-ci font évidemment partie du système de concertation, parce que,

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

en fin de procédure, en tout cas dans ses dernières étapes, quand la conciliation aura échoué, ils restent importants. Toutefois, ne voir que cela comme moyen d'intervention est parfaitement limitatif et, en plus, de manière volontaire.

Je pense qu'il faut absolument demander la compétence en question dans la loi 8148 le jour où elle sera en vigueur, en espérant que le peuple aura la sagesse de voter cette loi le moment venu. Ensuite, si nécessaire, on pourra toujours demander une modification de la loi, car une loi n'est jamais immuable et n'est jamais parfaite depuis le premier jour. Après avoir tiré les leçons des premières expériences, nous pourrions déterminer s'il faut ancrer dans la loi, pour rassurer certains, une application, à définir, du Conseil municipal sous forme, par exemple, de normes, je dirais, générales, sous forme d'un plan directeur communal de circulation ou quelque chose de ce genre, afin de donner un cadre à l'activité municipale dans ce domaine. Mais sûrement pas pour traiter chaque morceau de trottoir!

Quant à la proposition de notre collègue Lescaze de geler la motion, outre qu'elle ne correspond à rien dans le règlement du Conseil municipal et, donc, qu'elle nous étonne de la part d'un député et conseiller municipal pourtant fort expérimenté, elle dénote effectivement tout à coup une crainte soudaine de ce qui pourrait se passer. La seule solution intelligente, vu la mauvaise foi profonde qui est derrière cette motion, c'est de la refuser d'entrée de cause.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Que de contorsions intellectuelles pour démontrer que ce que j'appelais la démocratie administrative serait l'expression la plus saine et la plus positive de la démocratie populaire! Il nous faut brandir des menaces de débats interminables sur la dimension des trottoirs, sur la largeur des passages cloutés et sur la phase des feux rouges. J'aimerais vous dire que, en ce qui concerne nos compétences municipales, elles ne vont, en soi, pas beaucoup au-delà de la détermination de la hauteur des trottoirs et que, si nous y ajoutions la largeur, effectivement, nous ne commettrions pas un crime de lèse-majesté.

Cela dit, c'est un peu infamant que de prétendre que la politique des transports en ville de Genève se limiterait à la dimension des trottoirs et des passages protégés. On voit bien la stratégie qui consiste, à la faveur de prétendues statistiques savantes, à dire que ceux-ci font plus de recours que ceux-là, et que ceux qui font moins de recours auraient plus de succès que d'autres. Eh bien, je recevrais volontiers ces statistiques, Monsieur Kanaan – vous lui transmettez, Monsieur le président – mais vraiment je n'y crois pas du tout.

Ce que j'observe simplement, c'est que, comme l'a dit notre magistrat, la démocratie est chose compliquée et qu'il se peut que la démocratie soit chose qui fasse peur. Cela ne m'étonne pas vraiment qu'une commission parlementaire du

Grand Conseil, à l'unanimité, ait considéré que la démocratie était chose effrayante. Cela ne m'étonne pas non plus d'entendre quelques interventions, en particulier celle de M. Kanaan, qui à son tour nous dit: «Oh, là, là, la démocratie est chose qu'il faut craindre.» (*Rires.*) Cela dit, il n'est pas l'opinion de l'Entente que la démocratie soit chose qui soit si difficile que ce soit une tâche insurmontable. Avec M. Lescaze, nous sommes plutôt d'avis de considérer que chaque occasion qui permette mieux son expression doit être l'occasion de débattre de son opportunité et de la mise en œuvre des moyens nécessaires.

Il va de soi que, si notre Conseil municipal doit débattre de chaque mesure de circulation, il prendra un certain temps. Il va de soi également que ces mesures sont rarement d'une extrême urgence. Il va encore de soi que ces mesures feraient aussi l'objet d'un long débat au Conseil administratif, je l'imagine, dans la mesure où cette compétence lui serait confiée. Si cette compétence est au Conseil administratif, ce débat se passera au sein du Conseil administratif et, si elle devait être à notre Conseil, ce débat se passera au sein de notre Conseil. Mais je ne crois pas que notre activité soit paralysée par cette matière et je pense qu'il s'agit d'une matière qui concerne directement nos citoyens et qu'il s'agit d'une matière pour laquelle nous sommes immédiatement élus.

J'aimerais rappeler, peut-être inopportunément, une phrase de notre maire Tornare, prononcée à la séance de 17 h, qui nous disait que, le droit de vote de chacun des citoyens, s'il ne s'exerçait pas, il s'exercerait au moyen de scandales ou de pierres. C'est vrai, il a raison. Nous avons une vertu dans notre pays, c'est d'être en mesure de déléguer, autant qu'il est possible, les tâches politiques et d'en vérifier à chaque instant leur bien-fondé auprès de la population. Il ne suffit pas d'une concertation plus ou moins applicable, nous avons des instruments qui sont d'une qualité autrement meilleure, nous avons notre Conseil municipal démocratiquement élu, nous avons des instruments supplémentaires qui, parfois, sont de nature à éclairer nos débats, ou en tout cas à nous rendre prudents, qui sont les référendums.

En cela, effectivement, l'usage démocratique chez nous est un usage raisonnablement difficile, raisonnablement aventureux. Mais je suis choqué qu'au titre de la complication ou de la difficulté on puisse, par des raisonnements alambiqués, soutenir qu'un transfert de compétences au Conseil administratif constituerait une amélioration, comme l'a dit M. Kanaan. Soyons raisonnables! Dès lors qu'une décision est prise par l'administration, quel que soit l'échelon administratif qui la prend, ce qui est pertinent, c'est la manière dont ont été choisis les cadres de l'administration qui sont en mesure de la prendre, mais il n'y a évidemment plus beaucoup de place aux débats politiques. Quand il s'agit de prendre une décision qui a des effets sur la population, c'est par nature une décision politique et c'est par nature une décision qui gère le comportement des citoyens, par-

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

tant une décision qui gère les libertés. Si nous nous privons de ce type de décision, nous trahissons le mandat qui est le nôtre.

Si cette loi 8148 datait de la nuit des temps, peut-être que nous ne lancerions pas des initiatives pour la modifier, mais il se passe que cette loi est nouvelle, il se passe subsidiairement qu'elle n'entrera en vigueur que postérieurement à la votation populaire sur le référendum, à savoir probablement pas avant la fin de cette année, que nous avons le temps d'en débattre, le temps de suggérer toutes les modifications nécessaires et qu'en particulier nous avons le temps de requérir que soient mis en œuvre simplement ces éléments de base de la réflexion consistant à dire: «Ne laissons pas à l'administration le soin de gérer les comportements de nos citoyens, prenons-en la responsabilité devant l'électeur, que celui-ci choisisse si nous en sommes dignes ou si nous n'en sommes pas dignes et que, au besoin, s'il était trop pressé, il choisisse l'option éventuelle d'un référendum.»

Vous nous avez dit, Monsieur Ferrazino, que nous étions fort démagogiques dans notre démarche. Eh bien, j'ai deux corrections de base à apporter. Premièrement, ni le Parti radical, ni le Parti libéral, ni le Parti démocrate-chrétien n'ont lancé le référendum. Chacun dans ce Conseil sait que le référendum a été lancé par le Groupement transports et économie seul, peut-être tout au plus a-t-il été suivi, et cela sans doute fort tardivement, par quelques partis de l'Entente qui, plutôt que de dire oui, n'auront pas dit non, selon de vieilles traditions politiques.

Deuxièmement, vous nous avez dit également que notre démarche s'inspirait de ce combat contre cette loi. Je puis vous assurer, Monsieur Ferrazino, ainsi que l'ensemble des personnes qui soutiennent cette loi, que, si d'aventure la compétence en question en matière de gestion de la circulation était transmise non pas à l'administration, mais aux conseils municipaux du canton de Genève, lesquels délibéreraient sous la forme d'un arrêté, chacun des partis, en particulier des partis de l'Entente, n'hésiterait pas à saluer cette loi et, au contraire, avec ceux d'entre vous qui trouvent à cette loi quelques vertus, de combattre un éventuel référendum, tant il est évident que l'enjeu de cette loi ce sont les droits démocratiques, que l'enjeu du référendum c'est la défense des droits démocratiques et que toutes autres intentions que vous prêteriez aux partis de l'Entente sont des intentions infondées.

C'est la raison pour laquelle je ne puis que vous recommander, pour ma part, de faire bon accueil non seulement à la motion M-161, mais plus encore aux droits politiques, droits qui justifient notre élection, notre fonction et qui en font la dignité.

M. Bernard Lescaze (R). Je crois qu'il faudra, dans quelques mois ou dans quelques années, relire avec beaucoup d'intérêt ce qui vient d'être dit ce soir par

le conseiller administratif, d'une part, et par le représentant du Parti socialiste, d'autre part, car on a entendu des choses tout à fait stupéfiantes. Je regrette un peu que l'attention n'ait peut-être pas été suffisante pour que chacun se pénétre de ces propos.

Tout d'abord, j'aimerais dire qu'il n'est pas admissible dans cette enceinte d'avoir l'injure et l'invective à la bouche en parlant d'hypocrisie, en parlant de mauvaise foi. Jamais, pour ma part, je ne soupçonnerais ni le conseiller administratif ni M. Kanaan de mauvaise foi. Je ne le dis pas, mais je m'étonne, dans un débat qui se veut démocratique, qu'on en soit réduit à de tels arguments, qui prouvent bien qu'on n'en a guère d'autres à disposition. En effet, qu'avons-nous entendu? Notamment, nous avons entendu que la procédure telle qu'elle est prévue entraînerait un blocage du Conseil municipal, qui devrait un peu trop souvent parler de pistes cyclables, de feux de circulation ou de passages pour piétons. Mais, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, avez-vous bien regardé l'ordre du jour de nos séances depuis plusieurs années? Depuis très exactement que l'Alternative a la majorité et qu'elle tient le haut du pavé, nos séances sont embouteillées. Ce soir encore, n'avons-nous pas parlé de problèmes qui n'étaient pas directement soumis à la compétence du Conseil municipal? C'est nous raconter des sornettes et essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Mais le beau de l'affaire, ce soir, est d'avoir entendu, de la bouche d'un représentant du Parti socialiste, un éloge de la démocratie autoritaire, de la démocratie où le droit de référendum, au fond, est un instrument de la droite réactionnaire. Eh bien, tous les citoyens qui ont signé un jour un référendum se souviendront que M. Kanaan a dit: «Le référendum est généralement un instrument de la droite réactionnaire.» Je ne le pense pas, je pense que c'est un instrument démocratique, c'est une conquête de la fin du XIX^e siècle et qui reste parfaitement valable au XXI^e siècle.

Quant à la démocratie autoritaire, telle que la pratique le Conseil administratif, nous avons remarqué que le représentant du Parti socialiste était beaucoup plus discret. Il disait: «On verra à l'usage..., si cela ne va pas, on modifiera la loi...», c'est qu'il est bien conscient que la pratique autoritaire de l'administration, et peut-être même des élus du Conseil administratif, pourrait parfois prêter le flan à la critique. Faut-il rappeler ici le transfert des crédits pour aménager la rue de la Rôtisserie en s'efforçant de passer par-dessus la volonté de certains? Faut-il rappeler ici les dépenses anticipées, par exemple l'engagement de fonctionnaires, qui n'étaient pas des temporaires, au Service d'aménagement urbain et d'éclairage public? Nous avons eu tout un débat à ce sujet lors de l'examen du dernier budget; je vous renvoie, Monsieur le conseiller socialiste, à la lecture de ces pages extrêmement intéressantes et où l'on a bien vu qu'il y avait là des anticipations qui n'étaient tout simplement pas légales et, en fin de journée d'étude du budget, cela n'a pas été contesté.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

La démocratie autoritaire est sans doute une très belle chose pour le Conseil administratif lorsqu'elle s'applique dans son sens. Vous nous permettrez en effet de penser que ce n'est pas acceptable et que nous luttons ici en faveur des droits démocratiques. Là, je regrette que M. Ferrazino, que j'ai connu plus subtil, n'ait pas compris que le plan de mon attaque était différent de celui de M. Froidevaux et qu'entre la défense de l'autonomie communale, que je ne conteste pas et que j'ai manifestée aussi bien dans le Conseil municipal que dans le Grand Conseil – auquel j'ai l'honneur d'appartenir, comme vous, Monsieur Ferrazino – est très différente de l'angle d'attaque de M. Froidevaux. En répondant aux deux, en fait, Monsieur Ferrazino, vous n'avez répondu qu'à M. Froidevaux. Je ne le regrette pas, mais c'est sans doute que, effectivement, vous étiez plus gêné pour me répondre.

Pour ma part, je pense que, sur le fond, il est bon que ce soit à la commune que reviennent un certain nombre de compétences en matière d'aménagement du territoire, de circulation, de stationnement, etc. Je pense que ces compétences ne doivent pas revenir à l'administration, mais tout au moins aux élus du peuple, c'est-à-dire au Conseil municipal; je n'en suis effectivement pas à prôner une démocratie populaire. La maîtrise des grands axes, dont parlait M. Kanaan, je suis entièrement d'accord, reste au Canton, mais la desserte des quartiers intéresse d'abord la population des quartiers et, parfois, également la population des autres quartiers de la ville. Ce contre quoi je m'insurge, c'est contre cette autorité venue d'en haut. Je devine avec stupeur que M. Ferrazino et ses amis sont restés purement aristotéliens: «Aristote a dit», «L'autorité a dit», et tout le monde d'obéir. Non, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux! Depuis deux mille ans, je crois que la démocratie a fait quelques progrès et c'est d'ailleurs pourquoï je suis encore ce soir dans une assemblée qui essaie de traiter démocratiquement des problèmes sans injurier mes contradicteurs, sans penser forcément qu'ils ont de noirs desseins.

M. Froidevaux a rappelé les conditions du référendum contre cette loi 8148. Moi, je vous demande, dans une procédure qui n'est peut-être pas formalisée dans notre règlement mais qui me paraît tout à fait judicieuse, de simplement suspendre l'examen de la motion M-161. Vous pouvez tout aussi bien la classer immédiatement ou la renvoyer dans une commission. De toute façon, je vous dis et je vous répète: tant que le peuple genevois, dans son entier, le peuple des 45 communes et pas seulement celui de la ville de Genève, n'aura pas tranché – je crois que cela sera fait au mois de décembre – nos paroles resteront sinon vaines, du moins sans effet. Bien entendu, nous reviendrons à ce moment-là, après le vote du peuple genevois, si par hasard la loi était acceptée, pour essayer de défendre d'abord notre compétence de Conseil municipal.

Je suis quand même étonné, après tous ces débats durant toutes les séances de ces dernières années, d'entendre que le Conseil municipal aurait compétence

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

pour parler de tout et de rien, des crottes de chien, par exemple, mais n'aurait pas compétence en matière de pistes cyclables, de stationnements limités, de zones piétonnes ou, alors, seulement une compétence limitée dont on se méfierait.

En réalité, le discours du représentant socialiste – incroyable – et du conseiller administratif M. Ferrazino est de dire: «Au fond, nous nous méfions un peu du Conseil municipal.» Alors, permettez-nous à notre tour de dire: «Nous, nous nous méfions un peu de certaines décisions qui pourraient être prises par l'exécutif seul, sans contrôle», parce que vous le savez bien, depuis Montesquieu, le pouvoir arrête le pouvoir et l'équilibre des pouvoirs est un élément fondamental de notre démocratie.

Je n'aimerais pas terminer sans ajouter malgré tout une note positive. A un moment donné, M. Ferrazino a parlé de la nécessaire concertation. Cette concertation ne peut pas être à sens unique, elle ne peut pas se faire seulement avec des gens dont vous savez à l'avance qu'ils iront dans vos idées, cette concertation doit être faite avec toutes et tous, c'est-à-dire qu'elle doit aussi être faite avec les élus que sont les conseillers municipaux, elle doit aussi être faite dans les quartiers et, là, peut-être qu'il y a une voie possible.

Pour l'instant, le projet de loi 8148 tel qu'il a été voté est la conception qu'à l'évidence vous pratiquez la concertation, Monsieur Ferrazino, puisque vous avez accepté au Grand Conseil cette limitation du projet initial qui prévoyait effectivement de donner la compétence aux conseillers municipaux et que vous avez accepté de la transférer aux exécutifs communaux. Il faudrait alors que vous donniez des signes positifs de cette concertation. Je constate que ce vote, que vous, Monsieur Ferrazino et les élus de gauche, avez fait au Grand Conseil, va très exactement à l'encontre de cette démocratie participative dont vous nous rebattez les oreilles. Je vous écouterai alors volontiers sur la concertation, parce que je pense qu'elle est valable partout et dans beaucoup de lieux et je me réjouis qu'elle soit valable là.

En conséquence, je me dis que, peut-être, ma proposition de suspendre le débat était une erreur et qu'il faudrait peut-être renvoyer la motion M-161 à l'étude d'une commission, qui, elle, pourrait la geler pendant quelques mois, ce qui permettrait à l'exécutif dans son entier de nous présenter ses voies de concertation. Même M. Kanaan, pourtant si soucieux d'apporter un appui au Conseil administratif sans restriction aucune et sans véritable conception de la démocratie, qui pense que, effectivement, il faudrait voir à l'usage, que tout ne serait peut-être pas parfait, pourrait, lui aussi, apporter sa pierre à cette évaluation des procédures et à cette concertation que tout le monde prétend vouloir souhaiter.

M. Robert Pattaroni (DC). Je voudrais aborder quelques points un peu différents, mais qui, évidemment, ont trait à la question de fond. Il se trouve que ceux

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

qui ont eu à traiter de ce projet de loi ont ressenti une certaine perplexité selon le point de vue où ils se plaçaient. Dans les partis qui sont bien implantés dans diverses communes, c'est le cas du PDC, on a vu qu'il pouvait y avoir des divergences, même des contradictions d'intérêts. Il est clair que, en principe, et pour notre parti c'est une évidence, le fait de renforcer une autonomie des communes, c'est forcément un postulat auquel nous adhérons *a priori*. Quand on habite à Gy, Céligny, Choulex ou dans des communes qui sont encore peu urbanisées, avec un passage relativement limité, peu de transit, il est clair qu'on adhère immédiatement à ce renforcement des compétences en matière de gestion de la circulation.

La question est déjà plus délicate dans les communes suburbaines. Là, on retrouvera un centre que les élus auront souvent tendance à vouloir traiter de manière à le protéger, surtout en matière de circulation. Il est clair que circulation il y a, qu'elle soit privée ou publique, et qu'il faut bien l'organiser, car la plupart des habitants de ces communes suburbaines sont obligés d'aller travailler ailleurs que dans leur commune, et ils ne l'ont pas voulu. Prenons le cas d'Onex, il faut bien que ses habitants puissent se déplacer et qu'ils puissent se déplacer en un minimum de temps. Tant mieux s'il y a des bus qui peuvent rouler à 100 km/h, mais ce n'est pas encore possible et on n'a pas encore de métro, on n'a donc pas encore de ligne rapide. Par conséquent, en attendant, il faut faire en sorte que les gens ne passent pas deux heures par jour dans un véhicule. Cela, il faut le comprendre.

L'exercice a été joué dans le cadre de notre parti entre deux communes. A Versoix, lorsqu'au PDC on dit que ce serait bien de faire en sorte que le noyau des communes soit paisible à vivre, qu'il faut prendre des mesures de ralentissement de circulation et que, de ce fait, les habitants du centre de Versoix seront satisfaits, c'est sympa. Mais, Monsieur le président, le maire de la commune d'à côté dit: «Oui, c'est sympa, mais comme les véhicules, qui viennent de toute la Suisse, doivent traverser le centre, à partir du moment où vous ne les voulez plus chez vous, ils passeront chez nous et c'est déjà beaucoup moins sympathique.» Comment faire alors? On peut interdire la circulation, on peut mettre des péages comme à Singapour, cela à l'air d'être intéressant, mais c'est très compliqué. D'ailleurs, au centre-ville, dans les Rues-Basses, il n'y a pas de voiture, mais quand on se promène, comme on le fait tous pendant les élections, on ne peut pas marcher tranquillement, car on risque d'être bousculé, voire renversé par un véhicule – honorable, mais qui est quand même un véhicule – des TPG (Transports publics genevois) et il fait tout aussi mal qu'une voiture.

On n'arrive donc pas à régler ce problème... (*Remarque dans les bancs des Verts.*) C'est dommage, Monsieur le président, que dans votre propre parti il y ait des commentaires de gens qui probablement ne vivent pas cette réalité, car, si

c'était le cas, je pense qu'ils ne pourraient pas manquer de l'approuver. On n'y peut rien et je pourrais rester toute la nuit qu'il n'y aurait pas de démonstration du contraire. (*Protestations.*)

Je continue en disant que ceux qui ont compris cette situation sont les promoteurs des grands centres commerciaux. Ils ont compris que, pour le moment et pour quelques années, dans la mesure où on ne peut pas facilement offrir une diversité de commerces dans les centres urbains valables pour la grande population, on les met en périphérie. La situation des problèmes de circulation est bien connue et, pour le moment, on n'a pas pu dans le fond la résoudre.

Nous partageons l'avis du Parti socialiste, qui dit que le tout est dans l'équilibre. Vous pensez bien qu'on ne peut pas s'élever contre un tel postulat, mais on va déjà voir l'équilibre à partir de la votation populaire dont il a été question et qui pourra peut-être montrer qu'il n'y aura pas forcément zéro perdant. Prenons le cas récent de la votation sur les 30 km/h. Partout dans les quartiers, en ville, en périphérie, les gens disaient: «Ah, si je pouvais vivre avec une circulation à 30 km/h en bas de chez moi, ce serait idéal, et 20 km/h ce serait encore mieux, mais je vais voter et je vais voter pour tout le reste de mon trajet. Alors, en bas de chez moi, 20 ou 30 km/h, c'est bien, mais dès que je sors de mon quartier permettez-moi de rouler.» Aucun quartier à Genève, Monsieur le président, avec tout ce qui avait été dit, n'a voté oui au 30 km/h! Moi, j'étais pour le 30 km/h, alors cela m'avait fait rigoler.

Cet exemple me permet de dire que tous les discours et toutes les remarques qui ont fusé tout à l'heure ne sont pas réalistes, car, quand c'est à la population de décider, on ne sait jamais ce qui va ressortir. Il faudrait parfois changer la population, car la démocratie est tellement imprévisible. Vous savez que certains avaient dit: «Il faut changer le peuple»; ce n'est pas notre avis, mais on ne sait pas quel sera le résultat de la votation sur la loi 8148.

Le Parti démocrate-chrétien a eu l'idée, au départ, de renvoyer la motion M-161 à la commission du règlement et de tenir compte de la réalité des votations. De toute façon, l'acte démocratique que nous pouvons faire est de dire: «Attendons de savoir ce que le peuple de Genève dira.» Cependant, je fais le pronostic qu'il n'y aura pas, à l'issue de ce vote, zéro perdant. Nous faisons donc la proposition de renvoyer la motion à la commission du règlement, qui, elle, pourra la traiter d'une manière raisonnable, comme l'a très bien expliqué notre collègue Lescaze.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Je profite de la motion M-161 pour poser des questions, car on ne pose pas souvent de questions au Conseil municipal et j'espère que les motionnaires ou le Conseil administratif me répondront.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Depuis que je suis dans cette enceinte, on m'a toujours dit que le législatif décide, fait des choix, et que le Conseil administratif, donc l'exécutif, exécute. Je lis alors, dans la motion M-161, le point 4 de l'article 2 de la loi 8148 qui dit ceci: «La compétence communale est exercée par le Conseil administratif ou le maire.» Le Conseil municipal, on ne connaît pas! Mesdames et Messieurs, lisez les cinq alinéas qui suivent, le troisième dit: «que, quant à lui, le Conseil administratif ou le maire exerce sans concours avec le Conseil municipal cette compétence», donc les décisions. Le quatrième alinéa dit: «qu'aucune compétence, même délibérative, n'est prévue en faveur des élus communaux», je me demande alors ce qu'on fout dans cette salle. (*Rires et applaudissements.*) On pourrait rester chez soi et remplir un questionnaire en indiquant si on est pour ou contre, en proposant un amendement, etc., je suis sûr qu'on ferait un meilleur travail, car on perdrait moins de temps.

La question que je viens de poser s'adresse à tout le monde, car j'ai bien écouté tous les orateurs, les grands docteurs de la politique – n'est-ce pas, Monsieur Kanaan – mais personne n'a parlé de compétences; simplement, on exécute et au revoir. Je voudrais donc savoir ce qu'est le législatif, peut-être que mon grand ami Jean-Marc Froidevaux pourra me répondre, puisqu'on travaille ensemble à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Maintenant, Monsieur le président, j'ai une petite réponse à communiquer à mon éminent collègue M. Pattaroni concernant le 30 km/h. M. Pattaroni trouvait cela bien et j'ai pensé qu'il développerait plus le sujet. En son temps, j'ai attiré l'attention du Conseil administratif et de la commission de l'aménagement et de l'environnement en disant que si on appliquait le 30 km/h dans un quartier les stops seraient supprimés. Cela va se faire à la Jonction: à la rue des Maraîchers, du Village-Suisse et à celle des Pavillons, tous les stops vont être enlevés. Dans le vieux Carouge, il existe une zone à 30 km/h et tous les stops ont été enlevés, ce qui fait qu'il y a maintenant tous les jours des accidents, car les gens ne savent plus qui a la priorité étant donné que les stops existaient depuis des années.

Quand on parle de ce problème, on est tout de suite accusé d'être contre le 30 km/h. J'ai demandé s'il était possible d'instaurer le 30 km/h et de maintenir les stops, car si on veut ralentir les voitures, qu'elles soient à 30 km/h ou à 50 km/h, ce n'est pas en enlevant les stops qu'on y parviendra. Il paraît que la loi fédérale est très claire et que les stops sont supprimés en cas d'application du 30 km/h. Je ne sais pas alors ce qu'il faut décider.

Maintenant, si vous allez à la poste de la rue du Vieux-Collège, vous pouvez constater que les passages pour piétons sont supprimés et que la chaussée comporte des parties de couleur verte. Certaines personnes m'ont demandé ce que c'était, j'ai répondu: «Il paraît que c'est la nouvelle couleur des passages pour piétons...», car personne n'a pu me répondre. Donc, ça change, ça change et,

quand on nous demande ce que le Conseil municipal visait par telle ou telle innovation, nous devons dire que nous ne sommes pas au courant et que nous avons appris cela par la presse.

J'aimerais bien qu'on réponde à mes interrogations, car, en lisant, dans la motion, les cinq premiers alinéas sous «attendu», je me demande ce que je fais ici.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). En écoutant successivement M. Froidevaux et M. Lescaze, je me suis dit que j'avais dû très certainement manquer un, voire plusieurs épisodes de la vie politique genevoise. A un moment donné, à l'écoute des références insistantes de M. Froidevaux à Porto Alegre, j'ai pensé que les libéraux avaient dû, sans que je le sache, adhérer aux principes fondateurs de Porto Alegre, c'est-à-dire à la nécessité de lutter contre la mondialisation prônée justement par les libéraux et évidemment aussi la composante libérale des radicaux, notamment sur le plan suisse.

D'autre part, en écoutant M. Lescaze parler de démocratie de quartier, de démocratie tout court, et M. Froidevaux de démocratie participative, je me suis dit que, maintenant, on allait pouvoir compter sur les libéraux et les radicaux pour défendre les droits des travailleurs, la démocratie dans l'entreprise, la démocratie concernant les droits démocratiques des habitants de notre cité, les droits sociaux des travailleurs, etc. C'est en tout cas ce qu'on pouvait penser en les écoutant parler de démocratie participative et de bien autre chose. Je ne sais pas si, effectivement, il s'est passé quelque chose dont je n'ai pas été informé et j'espère que MM. Lescaze et Froidevaux vont confirmer un certain nombre de choses.

Je n'utiliserai pas le terme d'hypocrisie en ce qui concerne les interventions de M. Lescaze, je lui laisserai tout à l'heure le soin de s'attribuer lui-même l'adjectif qui convient. Je voudrais simplement rappeler un épisode à M. Lescaze – bien entendu à travers vous, Monsieur le président. Il y a quatre ans, notre canton a vécu un moment très important concernant la réforme de la formation professionnelle supérieure. J'étais de ceux qui avaient lancé l'initiative populaire pour une haute école spécialisée à Genève et l'un des arguments que nous avons défendus était que nous ne comprenions pas comment on pouvait imaginer une seule seconde de dessaisir la population genevoise de ses prérogatives en matière de formation professionnelle. L'argument essentiel des libéraux, des radicaux et d'autres était de dire que nous étions des «blochériens», des cantonalistes, que nous avions un esprit de chapelle, que nous n'avions rien compris et qu'il fallait aller au-delà des frontières cantonales.

Evidemment, aujourd'hui, ce que vous savez les uns et les autres, c'est qu'en matière de formation professionnelle supérieure le peuple genevois est dessaisi de

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

ses prérogatives; le Grand Conseil genevois, le Conseil d'Etat genevois ont des pouvoirs extrêmement limités. Par décision de six conseillers d'Etat romands, on peut aujourd'hui fermer un certain nombre d'écoles au niveau des hautes écoles spécialisées, alors qu'au niveau des écoles primaires déjà, on ne peut pas, au niveau de l'exécutif, fermer une école sans qu'il y ait de possibilité de référendum. Ce sont les mêmes qui, hier, nous traitaient de tous les noms parce que nous défendions justement le droit de nos concitoyens dans notre canton concernant les prérogatives pour décider quelles formations professionnelles supérieures nous devons avoir dans notre canton qui, aujourd'hui, nous parlent de démocratie participative, du droit du Conseil municipal, des droits des habitants de quartier, etc. Je ne sais pas comment cela s'appelle, est-ce de l'hypocrisie ou non? Je laisse à M. Lescaze le soin de s'attribuer l'adjectif qui convient.

Je ne voudrais pas terminer sans ramener un peu la discussion sur le problème de fond. Les motionnaire prétendent qu'au fond leur motion consiste à élargir les droits municipaux. C'est exactement le contraire et je vais vous le prouver, car je n'ai pas l'habitude de dire n'importe quoi, vous le savez. La première invite de la motion dit que «le Conseil municipal invite le Conseil administratif à prendre toutes les mesures utiles pour que le respect des droits démocratiques essentiels soit affirmé en Ville de Genève». Je n'ai rien à dire là-dessus, je suis entièrement d'accord.

En revanche, dans la deuxième partie de la motion, qui invite le Conseil administratif «à déclarer en conséquence qu'il renonce à faire application de la compétence qui lui est concédée par la loi 8148 aussi longtemps que les mesures locales de circulation de compétence municipale ne sont pas soumises aux fonctions délibératives du Conseil municipal et au référendum facultatif de son Conseil général», il est étonnant qu'on demande au Conseil administratif de renoncer à des prérogatives que la Ville de Genève n'avaient pas jusqu'à présent. Si je reviens un peu en arrière, dans les considérants de la motion, je lis ceci: «attendu que son article 2 a la teneur suivante:» – en parlant justement de la loi en question et contre laquelle un référendum a été lancé – «1. Le Département de justice et police et des transports (ci-après: le département) est compétent en matière de gestion de la circulation, notamment pour interdire, restreindre ou régler la circulation sur certaines routes, sous réserve des alinéas suivants.» L'alinéa suivant dit tout simplement que cette gestion de la circulation est de la compétence de la commune, donc via le Conseil administratif, sauf si cette commune renonce à son droit. Ce qui signifie que, si le Conseil administratif renonce aux prérogatives qui lui sont données par la loi pour défendre justement l'opinion du Conseil municipal et de la Ville de Genève d'une manière plus générale, c'est le Département de justice et police et des transports qui décide, ce n'est même pas l'exécutif de l'Etat de Genève dans son entier, c'est le chef du Département de justice et police et des transports; c'est donc l'exécutif.

Je n'ai pas entendu non plus MM. Froidevaux et Lescaze s'interroger sur le fait qu'au niveau du Grand Conseil il n'y avait pas eu une demande similaire, comme celle qui est faite à travers leur motion au niveau du Conseil municipal. J'en conclus qu'effectivement la motion M-161 n'a strictement rien à voir avec une demande d'élargissement des droits municipaux, au contraire, c'est une tentative de restreindre les droits et les prérogatives du Conseil municipal.

Je termine en disant qu'il y a une chose avec laquelle je suis d'accord avec M. Lescaze, c'est quand il a dit que l'intervention du conseiller administratif M. Ferrazino était positive lorsqu'il a parlé de concertation. Je rejoins M. Lescaze sur l'étendue de cette concertation et je demande même à M. Ferrazino, notre conseiller administratif responsable de ce type de dossier, de nous présenter, aussi vite qu'il le pourra, une proposition de procédure de concertation. Voilà ce que je propose au niveau du suivi qui pourrait être fait de cette proposition de M. Lescaze que j'approuve, mais je n'approuve pas du tout le reste et, en conséquence, j'appelle les collègues du Conseil municipal à rejeter la motion.

M. Sami Kanaan (S). Nous voici accusés des pires desseins; je serais devenu autoritariste et en même temps naïf pour faire excessivement confiance au Conseil administratif, je serais devenu technocrate, arrogant et, dans la mesure où le groupe socialiste en principe est d'accord avec ce que j'ai dit, c'est l'ensemble du groupe qui est accusé de ces torts. Au passage, on se paie le luxe d'un procès politique de quasiment l'ensemble de la politique Alternative en Ville de Genève. Il est vrai que j'avais oublié un détail: les élections cantonales approchent!

En plus, effectivement, la démocratie devient compliquée dans ce Conseil, mais pas forcément de la manière dont MM. Froidevaux et Lescaze l'ont dit, puisque la motion dont nous discutons a deux auteurs et, donc, deux interprétations différentes et deux propositions différentes de ce qu'il faut en faire sur le plan formel. Il est vrai que cela devient difficile à suivre.

En fait, la motion M-161 traduit surtout une méconnaissance profonde – consciente ou pas, admettons qu'elle soit inconsciente, je laisse là le bénéfice du doute – des enjeux dont elle parle. Les affirmations qui ont été établies, en particulier par M. Froidevaux mais aussi par M. Lescaze, sont déconnectées de toute réalité institutionnelle. Une démocratie qui fonctionne, c'est aussi le partage des tâches. Dans une démocratie qui fonctionne, on a l'établissement d'un cadre normatif, des règles générales d'application, des procédures de mise en œuvre et des cas concrets auxquels s'appliquent ces procédures. Evidemment, en pratique, les distinctions ne sont pas faciles à établir, mais c'est quand même un raisonnement relativement logique qu'on applique à tous les domaines de la politique, qu'elle soit municipale, cantonale, fédérale ou autre.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Nos collègues présentent une nouvelle conception de la démocratie, puisqu'ils voudraient appliquer à des cas concrets les compétences du Conseil municipal de manière exhaustive. Messieurs, soyez conséquents, proposez la même chose pour les crèches, et on déciderait ici de l'emplacement de chaque crèche! Proposez cela pour les espaces verts, on déciderait alors de l'emplacement de chaque arbre et aussi de quel type d'arbre on mettrait! D'ailleurs, on s'amuse parfois à des motions de ce type, je vous rappelle les micocouliers et les marronniers avec ou sans marrons. On déciderait de chaque cas de personnes ayant droit à des prestations sociales, il est vrai qu'on a fait une amorce de ce genre de débat tout à l'heure, en discutant du cas d'un paraplégique qui a été agressé. On déciderait à quel endroit mettre les bennes pour la récupération du verre ou la récupération de l'aluminium. En fait, ce genre d'approche est une tentative inconsciente, j'en conviens – je ne voudrais surtout pas accuser mes collègues de vouloir paralyser consciemment le Conseil municipal – de paralyser justement ce Conseil en le submergeant de cas particuliers et de faire de la gestion pratique au quotidien au niveau parlementaire.

Il est vrai que la politique de circulation, en ville de Genève en particulier, est un enjeu clé qui est à la fois important et sensible. Il est logique d'avoir au Conseil municipal un débat sur les objectifs que nous voulons nous donner, d'avoir un objectif sur les grandes orientations, sur les priorités, même sur les procédures d'application et sur les règles du jeu, mais pas sur chaque cas individuellement. En effet, si nous avons réussi à prendre des décisions sur les aspects que je viens de mentionner de manière, je dirais, claire, les cas concrets découleront en principe du reste.

Contrairement à ce qu'a dit M. Froidevaux, nous ne disons pas que la démocratie est trop compliquée, bien au contraire, et c'est justement une fois que le cadre, les règles du jeu, les procédures sont établis qu'on peut passer à l'application concrète. Mais, cela, ça devient trop compliqué pour mes collègues de l'Entente, mais pas pour nous.

Il est vrai que je vous ai accusés d'une certaine dose d'hypocrisie, c'est vrai qu'il est difficile de vous faire confiance sur cet objet, Messieurs de l'Entente. Vos partis, avec le soutien des milieux proautomobiles, mènent une guerre tout à fait motivée et très forte contre ce projet de loi, de même que le projet de loi sur les compétences en matière de zones piétonnes. Comment voulez-vous qu'on vous fasse tout à coup confiance sur les compétences municipales en matière de circulation, alors que vous combattez énergiquement le principe même de ces nouvelles compétences avant de parler de qui s'en occupera au niveau municipal? Peut-être que nous sommes trop méfiants, c'est possible, mais je vous mets au défi de prouver que vous avez en règle générale approuvé ce genre de disposition de modération de trafic.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Mon collègue Pattaroni a dit qu'un bus TPG était aussi dangereux qu'une voiture. Peut-être, mais un bus TPG, si le transfert modal fonctionne, remplace 40 à 80 véhicules privés, il y a alors 40 à 80 fois moins de risques d'être en danger sur les voies de trafic.

En plus, nous entendons le collègue Froidevaux dire qu'il y a une différence entre les décisions administratives et les décisions politiques, la différence serait dans le fait qu'il y ait ou non un effet sur la population. Une décision administrative n'aurait pas d'effet sur la population, au contraire d'une décision politique. Là aussi, c'est un discours simpliste, je ne sais pas s'il est conscient ou pas, car cela signifierait une administration complètement coupée des réalités, qui agirait dans une espèce de sphère abstraite et que ce ne serait que le Conseil municipal qui serait en lien avec la population. Là aussi c'est une profonde méconnaissance des réalités.

C'est pour cela qu'on peut difficilement vous faire confiance sur cet objet et que nous vous proposons, aujourd'hui, de ne pas entrer en matière. Le jour où le peuple aura tranché, nous espérons favorablement, sur cette modification législative, à ce moment-là, d'abord nous débattons pour déterminer si nous voulons cette compétence – nous, les socialistes, y sommes évidemment favorables – et, ensuite, comment nous voulons l'organiser.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). J'ai deux ou trois choses simples à dire. Premièrement, nous refuserons la motion M-161, parce que, au fond, elle n'est pas d'actualité, puisque le peuple n'a pas tranché. La démarche des motionnaires m'étonne. Je me demande s'ils proposent cette motion parce qu'ils veulent déjà barricader à l'avance la perte potentielle de leur référendum.

Deuxièmement, je pense que l'autonomie communale doit toujours être favorisée et que cette loi qui a été votée par le Grand Conseil est, en fait, juste l'application du droit fédéral. Que je sache, Mesdames et Messieurs de l'Entente, vous êtes largement majoritaires à Berne et, si l'article 3 de la loi fédérale sur la circulation routière ne vous plaît pas, vous n'avez qu'à le changer. Il est clairement défini que les compétences peuvent être déléguées aux communes, faites alors changer la loi au niveau fédéral, ne faites pas de référendum ici et ne déposez pas de motion sur des sujets qui n'ont pas encore lieu d'être.

Troisièmement, au niveau des compétences communales, concernant les pistes cyclables, actuellement nous ne décidons pas grand-chose; par contre, nous les payons. Nous avons donc quand même la compétence de décider si nous voulons payer ou non un aménagement cyclable ou des aménagements routiers. Nous avons l'endroit pour intervenir, pour avoir des compétences et pour les exercer au niveau des finances municipales. A ce titre-là, nous avons donc des compétences.

Motion: droits municipaux en matière de gestion de la circulation

Le plus simple maintenant est de refuser cette motion, je pense même que cette discussion n'aurait pas dû avoir lieu, puisque la loi est encore sujette au référendum.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Il y a une manière de réclamer toujours davantage de démocratie formelle qui tend pour finir à paralyser, à enfermer les gens dans l'impossibilité de fonctionner dans ce cadre-là. La référence à la démocratie participative pour justifier cette démarche me paraît être une ignorance crasse de ce qu'est la démocratie participative.

A ce propos, Monsieur le président, je vous invite à bien vouloir proposer à tous les membres ici présents, et surtout à ceux qui ont parlé de cette démocratie participative, de participer samedi au forum que nous organisons, justement au retour de Porto Alegre, sur cette démocratie participative. Vous y aurez le temps, plus qu'ici, parce que ce n'est plus le lieu ce soir, à cette heure-ci, de demander aux représentants de l'Île de Saint-Denis, de Porto Alegre, comment il faut vivre cette démocratie participative. Elle ne consiste pas à demander à la population si elle veut un stop à gauche ou à droite, mais à lui demander de réfléchir à l'ensemble de la politique qu'elle veut voir mener dans sa ville. Je vous remercie.

M. Alain Dupraz (AdG/TP). A la limite, je voulais presque ne pas prendre la parole, car le débat est tellement long, beaucoup de gens ont dit beaucoup de choses et, de toute façon, nous ne voterons pas cette motion.

Il m'a semblé étonnant d'entendre les propos du camarade Mouhanna, qui semble faire un peu preuve d'angélisme. Ce qu'il ne comprend pas, ou ce qu'il n'a pas dit, c'est que pour une économie libérale, c'est-à-dire capitaliste, les droits démocratiques s'arrêtent dans les parlements alibis, tel que celui-ci ou celui du Grand Conseil, et qu'il n'est pas question qu'ils franchissent les portes des entreprises, des commerces, des banques et autres. Même M. le conseiller fédéral socialiste Leuenberger ne le veut pas, bien sûr. Voilà ce qui n'a pas été dit.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Monsieur le président, je dirai juste quelques mots pour répondre à M. Lescaze, puisque celui-ci semble être frustré que je n'aie répondu qu'à M. Froidevaux et que je l'aie oublié.

Rassurez-vous, Monsieur Lescaze, dans mon esprit je ne vous avais pas du tout oublié, d'autant moins que vous avez vu une subtilité dans votre raisonnement qui se distinguerait de celui de M. Froidevaux. Quant à moi, vous me permettez de ne pas avoir vu beaucoup de subtilité dans ce raisonnement. En effet, est-ce subtil de faire mine d'être favorable à ces nouvelles compétences qui

reviendraient aux communes, en particulier à la Ville de Genève, alors que le parti que vous représentez s'évertue à combattre ce transfert de compétences? Ce que vous appelez «de la subtilité», je l'appelle «une attitude hypocrite»; il faut savoir si on est favorable ou non à ces compétences et ne pas laisser croire qu'on l'est alors qu'on s'évertue à les combattre.

Ensuite, vous dites qu'il y a une subtilité de ma part, Monsieur Lescaze, alors que je ne m'étonne pas du tout, dites-vous, que ces compétences soient actuellement exercées par le chef du Département de justice et police et des transports. (*Remarque de M. Mouhanna.*) Le fait qu'il soit radical, Monsieur Mouhanna, est certainement un pur hasard. Simplement, lorsque ces nouvelles compétences doivent être exercées par un membre de l'exécutif à majorité de l'Alternative, alors, là, cela ne va plus du tout! Ce qui a fonctionné pendant des années, au niveau de l'exécutif cantonal, ne fonctionnerait plus au niveau municipal. Est-ce vraiment très subtil comme raisonnement, Monsieur Lescaze? Vous me permettez de ne pas le penser.

Enfin, c'est plus fort que vous de faire référence à la procédure utilisée concernant l'aménagement du périmètre de la Rôtisserie en rues résidentielles, proposition PR-21, pour laisser penser que le Conseil administratif, et plus particulièrement celui qui vous parle, pourrait prendre des dispositions qui, par hypothèse, ne seraient pas conformes à la législation. Là, ce n'est pas vraiment subtil, c'est totalement à côté de la plaque de votre part, Monsieur Lescaze, puisque vous avez perdu le recours contre cette procédure que vous avez mené avec entêtement devant le Tribunal fédéral. La sagesse aurait voulu, une fois ce recours perdu, que vous en tiriez les leçons, à savoir que vous admettiez que la procédure utilisée par le Conseil administratif, d'ailleurs sur demande du Conseil municipal, était parfaitement légale. Vous comprendrez dès lors que je ne pouvais que difficilement voir de la subtilité là où nous n'avons vu, de notre part, que des manœuvres qui effectivement visaient à biaiser le débat.

Mesdames et Messieurs, j'espère que, la réponse, c'est vous qui allez la donner par un vote massif contre la motion M-161.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion est refusée par 39 non contre 26 oui.

Le président. La motion est donc refusée.

Avant de lever la séance, j'ai un rectificatif à apporter aux membres de la commission ad hoc Saint-Gervais, de la part de M. Broggin, président. La commission ad hoc Saint-Gervais ne se réunira pas le jeudi 7 juin. Une convocation ultérieure parviendra aux membres de ladite commission.

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions.

Néant.

Le président. Nous reprendrons nos travaux demain, à 17 h. Je vous informe qu'il y aura une salve de questions orales en fin de soirée, lors de la séance de 20 h 30. Je vous remercie et je vous souhaite une bonne rentrée chez vous.

Séance levée à 23 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	30
2. Communications du bureau du Conseil municipal	32
3. Clause d'urgence sur la résolution de M. Jean-Pierre Lyon, M ^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Evelyne Strubin, Eustacia Cortorreal, MM. René Grand et Souhail Mouhanna: «La Ville de Genève pour la solidarité» (R-37)	32
4. Résolution de M. Jean-Pierre Lyon, M ^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Evelyne Strubin, Eustacia Cortorreal, MM. René Grand et Souhail Mouhanna: «La Ville de Genève pour la solidarité» (R-37)	35
5. Motion de MM. Jean-Marc Froidevaux et Bernard Lescaze: «Non au bradage des droits municipaux» (M-161)	47
6. Propositions des conseillers municipaux	75
7. Interpellations	75
8. Questions	75

La mémorialiste:
Marguerite Conus